

DOCUMENT DE **REFERENCE**
RAPPORT DE **GESTION**

2016 / 2017

A large, faint, 3D-rendered gear graphic is centered in the background, with several smaller, more prominent 3D gear segments positioned around the perimeter of the page, creating a mechanical aesthetic.

3

CHAPITRE 3

RAPPORT DE
GESTION 2016/2017

3.1 •

Activité et événements de l'exercice 2016/2017

Événements de marché significatifs sur la période

- Transition réussie pour la nouvelle génération de plateformes de salon et poursuite du dynamisme de l'univers Gaming pour PC

L'exercice 2015/2016 avait été marqué par une phase de stabilisation du marché sur l'univers du jeu vidéo sur consoles, après le rebond observé en 2014 dans le prolongement de la sortie fin 2013 des consoles de nouvelle génération PlayStation 4 de Sony et Xbox One de Microsoft. Ainsi, sur les produits physiques (consoles, jeux et accessoires), le marché en France était en léger repli de 2 %, du fait notamment de la guerre des prix engagée par les deux consolières, repli qui s'est poursuivi en 2016 avec un marché dédié aux consoles en très légère baisse de - 1 %. Dans son ensemble, considérant en particulier le dynamisme du segment Gaming pour PC et la croissance robuste de l'environnement des jeux sur mobiles, le marché global du jeu vidéo en France reste en croissance de 4 % en 2016, atteignant ainsi un volume d'affaires de 3,5 Md€.

En ce qui concerne le hardware, après le rebond observé en 2014 avec la montée en puissance des nouvelles consoles PlayStation 4 de Sony et de la Xbox One de Microsoft, l'activité est en nette baisse, à 600 M€ (- 16 %), les ventes représentées par les consoles d'anciennes générations n'étant quasiment plus contributives à l'activité. Soutenue par la mise sur le marché de la nouvelle console Nintendo Switch ainsi que par les environnements de réalité virtuelle, l'année 2017 s'annonce sous de meilleurs auspices.

Alors que le volume d'affaires enregistré en France lors de l'année 2014 restait sous pression en ce qui concerne le software, l'impulsion donnée par l'essor du parc de machines de nouvelle génération a été transformée avec une transition réussie entre les ventes sur les plateformes de 7^{ème} génération et celles dédiées aux consoles de 8^{ème} génération, le marché des jeux pour consoles étant ainsi en hausse de 4 % en 2016. Les produits (physiques et en téléchargement) à destination des plateformes de 8^{ème} génération ont représenté 91 % des ventes en France, soit 1,2 Md€.

En 2014 et 2015, les accessoires pour consoles de jeu connaissent un rebond de respectivement 4 % et 13 % de leur activité, pour atteindre ainsi un niveau d'activité de 305 M€ de ventes en 2015, portés notamment par les manettes (+15 % à 99 M€ de ventes en 2015), les cartes prépayées (+21 % à 67 M€ de ventes en 2015) et les casques (42 M€ de ventes en 2015). Soutenu notamment par l'émergence de la réalité virtuelle et le e-sport, le marché des accessoires s'est à nouveau inscrit en hausse en 2016, pour atteindre 324 M€ d'activité (+ 6 %). Cette phase de croissance reste très sélective pour les accessoiristes tiers comme BIGBEN INTERACTIVE, les consolières Sony et Microsoft ayant largement durci leur politique visant à protéger l'environnement de leurs consoles de nouvelle génération PlayStation 4 et Xbox One, ces dernières n'étant plus ouvertes pour accueillir des accessoires d'opérateurs tiers.

Alors que l'activité du jeu vidéo sur l'univers PC n'avait cessé de décliner au cours des années 2000, ne représentant ainsi qu'une activité devenue très limitée, l'avènement du e-sport et sa très large médiatisation ont enclenché depuis 2010 une nouvelle dynamique. Dans ce contexte, l'offre a été largement renouvelée et élargie, bon nombre d'industriels s'étant repositionné sur ce segment de marché, à l'image de BIGBEN INTERACTIVE au travers de sa marque propre *Nacon*®. Le marché des PC Gaming a ainsi connu en 2016 sa 7^{ème} année de croissance consécutive, atteignant 458 M€ de volume d'activité en France durant l'année. De la même manière, les activités software et accessoires affichent toutes deux une surperformance par rapport à l'environnement sur consoles, avec des croissances de respectivement 7 % et 10 % en 2016.

- Phase de maturité sur l'univers de la mobilité (téléphonie mobile et tablettes) y compris sur l'environnement des smartphones

Au niveau français et européen, après plusieurs années d'hypercroissance, le marché de la téléphonie mobile, et en particulier celui des smartphones, connaît depuis plusieurs années une certaine stagnation : croissance limitée à 1 % en France en 2014 par rapport à 2013, le taux d'équipement en smartphones dépassant alors le niveau de 50 % ; et ventes plus dynamiques lors de l'année 2015, en hausse de 3 %, avec notamment 24,6 millions d'unités vendues en France (dont 20,6 millions de smartphones).

L'année 2016 marque pour la première fois une régression du marché, avec en fine des ventes totalisant 23,1 millions d'unités, en baisse tangible de 6 %, avec un total de ventes de smartphones de 20,2 millions d'unités, volume également en baisse par rapport à 2015 (effet concurrence de l'offre correspondant aux produits reconditionnés, dont le volume serait de l'ordre de 1,9 millions d'unités en 2016).

Dans le même temps, les ventes de tablettes ont poursuivi leur baisse sensible, en décroissance notable de 20 %, concurrencées notamment par les produits tablet PC (en hausse de 3 %), et tenant compte aujourd'hui d'un taux d'équipement très élevé dans l'hexagone.

Malgré cet environnement plus mature pour les smartphones et les tablettes, le marché des accessoires dédiés à la mobilité reste lui en croissance soutenue, avec un niveau d'activité en hausse de près de 9 % pour atteindre 435 M€ en France en 2016 (contre 400 M€ en 2015), et plus encore en ce qui concernent les accessoires dits compagnons (casques, stations d'écoute, montres connectés) avec un chiffre d'affaires de 685 M€. Au cours de l'année 2016, des produits phares ont largement alimenté la croissance du marché des accessoires pour mobiles, avec notamment les chargeurs (3,0 millions d'unités vendues) ainsi que les films de protection et verres trempés (1 vente pour 4 smartphones vendus, soit 60 M€ d'activité sur l'année).

- Quasi stabilité du marché de l'audio dans son ensemble, avec des disparités fortes entre les différentes typologies de produits

Le segment de marché Audio est depuis quelques années en phase de renouveau, en particulier sur les produits couverts par le Groupe : Audio-Vidéo, Casques et hi-fi de salon, alors que le marché de l'électronique grand public est lui en baisse tangible (entre - 2 % et - 3 % en ce qui concerne l'ensemble des biens techniques).

Le marché des produits Audio ciblés par le Groupe est porté par le succès des produits liés au nomadisme (accessoires de type casques et écouteurs, mini-enceintes sans fil), mais également par l'essor des ventes des produits hi-fi de salon (barres de son, systèmes audio dont la qualité sonore s'est appréciée), conduisant les ventes en France vers le haut, à 520 M€ en 2016, en progression de 3 %.

Activité commerciale et faits marquants de l'exercice

- Renouveau des activités Accessoires Gaming et maintien d'un haut niveau de contribution des activités d'Édition

L'un des événements majeurs de l'exercice 2016/2017 pour BIGBEN INTERACTIVE reste le redressement des activités d'Accessoires Gaming avec le lancement sous licence *Sony PlayStation® 4* de la manette *Revolution Pro Controller* (déjà plus de 200 000 unités livrées depuis son lancement) et le très bon démarrage des nouveaux accessoires pour la console *Nintendo Switch™*. Soutenue également par les gammes d'accessoires PC sous la marque *Nacon®*, l'activité est in fine en hausse de 17,3 % pour atteindre 35,9 M€ de contribution sur l'exercice.

Dans le même temps, malgré un effet de base exigeant (effet *WRC 5* au cours de l'exercice 2015/2016), les activités d'Édition sont restées en croissance, certes limitée (+ 1,2 %), pour s'élever à 24,6 M€, s'appuyant sur le lancement durant la période 2016/2017 de 6 jeux. Au sein de cette activité, les ventes dématériali-

sées sont en progression de 18,5 %, évolution favorable à la rentabilité globale de cette activité.

- Maintien d'une croissance régulière sur les activités Mobile

Bénéficiant de la réussite des produits sous la marque *Force Glass™*, qui représentent aujourd'hui près de 30 % en valeur du marché français des protections écrans pour smartphones, l'activité Mobile est à nouveau en hausse, de 3,6 %, pour atteindre 105,5 M€ de chiffre d'affaires sur l'exercice 2016/2017.

- Poursuite de la croissance des ventes de produits Audio sous la marque *Thomson*

Pour mémoire, BIGBEN INTERACTIVE avait signé au cours de l'exercice 2013/2014 une licence lui permettant de commercialiser de nouvelles gammes de produits sous la marque *Thomson*.

L'exploitation des savoir-faire techniques du Groupe dans le développement et la mise au point de produits innovants, conjuguée à la notoriété de cette marque auprès du public, ont permis d'afficher une croissance des ventes de ces produits sous licence *Thomson* au cours de l'exercice 2016/2017 supérieure à 40 %.

A noter que le contrat de licence *Thomson* a été prorogé jusque fin 2020.

3.2.

Analyse des résultats et de la structure financière à l'issue de l'exercice 2015/2016

Activités et résultats d'ensemble du Groupe

- Evolutions marquantes en matière de contribution des activités

Au cours de l'exercice 2016/2017, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit à 208,1 M€, en hausse de près de 3 % par rapport à l'exercice 2016/2017, lui-même en progression de plus de 9 % par rapport à l'exercice précédent. La performance des 3 segments de marché adressés par BIGBEN INTERACTIVE a été toutefois contrastée, avec dans le détail les évolutions suivantes :

L'activité Gaming affiche des ventes en hausse de 8,2 % à 69,7 M€ portées notamment par les produits de la nouvelle manette *Revolution Pro Controller* sous licence *PlayStation® 4* de Sony.

- Édition : ce segment à forte rentabilité a réalisé un chiffre d'affaires de 24,6 M€ en légère progression (+ 1,2 %) par rapport à l'exercice précédent. Conformément au plan Horizon 2018, l'Édition a poursuivi le développement de son catalogue avec le lancement de 6 jeux. Ce segment a été néanmoins confronté à une base de comparaison élevée avec 2015 qui avait bénéficié du succès majeur du jeu *WRC5*. Les ventes digitales, levier de rentabilisation du catalogue dans la durée, progressent de 18,5 %.

- Accessoires : ce segment affiche une forte progression de son chiffre d'affaires qui atteint 35,9 M€, soit + 17,3 %. Cette performance est tirée par le grand succès de la manette *Revolution Pro Controller* (déjà plus de 200 000 unités livrées depuis son lancement) et par le très bon démarrage des nouveaux accessoires pour la console *Nintendo Switch™*. Parallèlement, le segment bénéficie d'une contribution croissante des ventes de casques *Plantronics®* et d'accessoires PC sous la marque *Nacon®* créée par BIGBEN INTERACTIVE.

L'activité Mobile réalise un chiffre d'affaires de 105,5 M€, en croissance de 3,6 % par rapport à l'exercice précédent. Les produits sous la marque *Force Glass™*, qui représentent aujourd'hui près de 30 % en valeur du marché français des protections écrans pour smartphones, se sont imposés comme des produits



référénts. Parallèlement, le succès des nouveaux smartphones dont l'iPhone 7 et les Samsung® Galaxy S7-S8 a dynamisé les ventes d'accessoires haut de gamme conçus par le Groupe.

Confrontée à un marché des tours audio particulièrement concurrentiel, l'activité Audio enregistre un chiffre d'affaires en recul de 8,6 %, soit 32,9 M€, qui masque le succès croissant des produits sous licence *Thomson* (+ 40,4 %) dont le contrat de licence a été prorogé jusque fin 2020.

La saisonnalité de l'activité reste importante sur le 3^{ème} trimestre (octobre à décembre), mais les bonnes performances des activités Accessoires de mobilité et Audio ces dernières années, moins directement liées à la période de Noël, ainsi que les sorties cadencées des jeux vidéo, ont permis au 3^{ème} trimestre de voir sa part dans le chiffre d'affaires annuel réduite. Au titre de l'exercice 2016/2017, la très forte croissance enregistrée au cours du dernier trimestre (+ 30,7 % par rapport à l'exercice précédent) a entretenu cette tendance. Aussi, lors de cet exercice 2016/2017, le poids de la contribution du 3^{ème} trimestre s'est réduit à moins de 35 % du chiffre d'affaires annuel.

• Résultats dégagés par le Groupe

Malgré la croissance plus modeste enregistrée au titre de l'exercice 2016/2017 par rapport à l'exercice précédent, BIGBEN INTERACTIVE a enregistré une progression significative de son résultat opérationnel courant dont le montant s'élève à 11,0 M€, contre 7,3 M€ lors de l'exercice 2015/2016 (+ 51 %). Cette progression s'explique intégralement par une nouvelle amélioration de la marge brute qui s'établit à 31,9 % du chiffre d'affaires, gagnant ainsi environ 190 pb par rapport à la marge brute de l'exercice précédent (effet mix produits propres au sein notamment des activités Gaming vs activités de distribution de produits tiers).

Les autres charges (principalement de personnels, de charges externes ainsi que les charges d'amortissements des immobilisations) sont quant à elles très stables en valeur absolue par rapport au chiffre d'affaires.

A noter que le résultat opérationnel courant tient compte de dotations aux amortissements des immobilisations pour un montant de 9,6 M€ lors de l'exercice 2016/2017, montant à mettre en regard du portefeuille d'actifs développé par le Groupe dans le cadre de ses activités d'Édition.

• Résultat financier

Au cours de l'exercice 2016/2017, BIGBEN INTERACTIVE bénéficie d'effets de change favorables à hauteur de 2,6 M€, permettant au Groupe d'obtenir un résultat financier contributif, et ce malgré des charges financières liées aux emprunts en cours de 1,1 M€. Ainsi, le coût de l'endettement financier net s'élève à 1,6 M€ contre - 1,7 M€ lors de l'exercice 2015/2016.

• Résultat net

In fine, après prise en compte des impôts sur le résultat à hauteur de 3,0 M€, BIGBEN INTERACTIVE a affiché au titre de l'exercice 2016/2017 un résultat net de 9,0 M€, contre un résultat net lors de l'exercice précédent de 3,9 M€ (+ 129 %).

Activités et résultats de la Maison-Mère

Au titre de l'exercice 2016/2017, la Maison-Mère BIGBEN INTERACTIVE a réalisé un chiffre d'affaires de 74,0 M€, pour un résultat opérationnel déficitaire de - 2,8 M€, contre respectivement 80,5 M€ de chiffre d'affaires et - 1,1 M€ de résultat opérationnel lors de l'exercice précédent.

Principalement, ces résultats sont le fruit de la performance des activités Gaming (Édition et Accessoires), en croissance significative. Dans le même temps, les activités Audio ont elles connu une décroissance notable, notamment du fait d'un environnement plus concurrentiel sur les produits tours audio.

Après prise en compte essentiellement d'un impact positif lié aux reprises sur provisions financières et aux opérations d'intégration fiscale, le résultat net de l'entité Maison-Mère BIGBEN INTERACTIVE ressort à 3,3 M€ au titre de l'exercice 2016/2017, contre 0,8 M€ en 2015/2016.

Activités et résultats des filiales

• Activités dégagées par zone géographique (ventes par pays de destination)

Les activités du Groupe en France, bien qu'en baisse, restent largement prépondérantes, totalisant 132,2 M€ au titre du dernier exercice 2016/2017, soit 63,5 % du total (niveau en baisse notable par rapport à l'exercice précédent : 141,4 M€, soit 69,9 % du total d'activité).

Evolution du chiffre d'affaires et de sa répartition par marché adressé au cours des 3 derniers exercices (nouvelle présentation) :

Données en M€ et en %	31 mars 2015 consolidés		31 mars 2016 consolidés		31 mars 2017 consolidés		Croissance 2015/2016 vs 2014/2015	Croissance 2016/2017 vs 2015/2016
Chiffre d'affaires	184,9	100,0 %	202,2	100,0 %	208,1	100,0 %	9,4 %	2,9 %
<i>Gaming</i>	55,3	29,9 %	64,4	31,8 %	69,7	33,5 %	16,4 %	8,2 %
<i>Mobile</i>	98,1	53,1 %	101,8	50,3 %	105,5	50,7 %	3,9 %	3,6 %
<i>Audio</i>	31,5	17,0 %	36,0	17,8 %	32,9	15,8 %	14,2 %	-8,6 %

Répartition du chiffre d'affaires par trimestre au cours des 3 derniers exercices :

Données en M€ et en %	31 mars 2015 consolidés		31 mars 2016 consolidés		31 mars 2017 consolidés	
Chiffre d'affaires	184,9	100,0 %	202,2	100,0 %	208,1	100,0 %
<i>1er trimestre</i>	35,4	19,1 %	34,7	17,2 %	38,0	18,3 %
<i>2ème trimestre</i>	38,5	20,8 %	53,9	26,7 %	46,9	22,5 %
<i>3ème trimestre</i>	73,9	40,0 %	74,4	36,8 %	71,9	34,6 %
<i>4ème trimestre</i>	37,1	20,1 %	39,3	19,4 %	51,3	24,7 %

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique * et par marché au cours des 3 derniers exercices (France vs International) :

Données en M€ et en %	31 mars 2015 consolidés			31 mars 2016 consolidés			31 mars 2017 consolidés		
	France	Intern.	% Intern.	France	Intern.	% Intern.	France	Intern.	% Intern.
Chiffre d'affaires	133,9	51,0	28 %	141,4	60,8	30 %	132,2	75,9	36 %
Gaming	22,4	33,0	60 %	23,3	41,1	64 %	15,2	54,5	78 %
Mobile	91,9	6,2	6 %	96,4	5,4	5 %	98,4	7,2	7 %
Audio	19,6	11,8	38 %	21,7	14,3	40 %	18,6	14,3	43 %

* : répartition des ventes par pays de destination, et non par entité juridique en tant que telle. Ainsi, les chiffres indiqués ci-dessus sont différents des données indiquées en annexes des comptes, les informations présentées en annexes restant directement en lien avec les entités juridiques composant le Groupe. Afin d'être plus en phase avec les usages du marché, le Groupe BIGBEN a jugé judicieux de présenter la répartition géographique de ses ventes sous des axes matriciels couplant Métier et Pays de destination. De ce fait, cette répartition a été établie de manière plus précise, notamment en affinant les ventes d'édition digitale par pays de destination.

A l'international, les activités ont été très dynamiques, en croissance de 24,8 % au cours de l'exercice, atteignant ainsi 75,9 M€. Cette progression résulte des bonnes performances enregistrées au sein des nouvelles filiales : croissance de plus de 24 % de l'activité en Espagne, avec un chiffre d'affaires atteignant 5,6 M€, activité également en hausse de plus de 35 % en Italie avec un chiffre d'affaires atteignant 5,2 M€. Au sein des implantations historiques, l'Allemagne se maintient quant à elle avec un chiffre d'affaire de 15,3 M€ et la Belgique est en hausse de 5,9 % avec un chiffre d'affaires de 14,8 M€. L'international confirme ainsi clairement son statut de relais de croissance tangible pour le Groupe, concrétisant les choix stratégiques du management en la matière.

Quant aux activités Hors Europe, elles voient leurs ventes progresser de 105 % pour atteindre 10,0 M€ de chiffre d'affaires.

- Performance des grands sous-ensembles ou filiales du Groupe

La performance économique des différents sous-ensembles ou filiales du Groupe est résumée au sein des annexes des comptes consolidés, dans le cadre de la présentation des Informations sectorielles (selon 5 zones géographiques : France, Benelux, Allemagne, Asie et Europe du Sud).

Sur l'exercice 2016/2017, il convient à nouveau de mettre en avant la performance des implantations hors Europe, comprenant notamment la filiale située à Hong-Kong. La contribution au résultat opérationnel de cet ensemble s'élève ainsi à près de 3,5 M€. L'Allemagne, dont les activités n'ont pas progressé sur la période, affiche toutefois une contribution au résultat opérationnel positive, (0,5 M€ contre une perte de - 0,4 M€ l'exercice précédent). Enfin, la zone Benelux contribue elle à hauteur de près de 0,7 M€ au résultat opérationnel du Groupe, niveau de contribution identique à la zone Europe du Sud.

Structure financière du Groupe

- Capitaux propres et endettement

Lors de l'exercice 2016/2017, BIGBEN INTERACTIVE a poursuivi ses efforts visant à réduire son endettement financier, avec à fin mars 2017 un niveau de gearing net de seulement 10 % par rapport à ses capitaux propres, contre 25 % à fin mars 2016 et 37 % fin mars 2015.

Ainsi, avec une situation opérationnelle à nouveau en amélioration tangible (l'EBITDA atteignant 20,6 M€ en 2016/2017 contre 16,4 M€ en 2015/2016) et un endettement net en baisse en volume de 14,1 M€, le Groupe obtient en fin d'exercice une situation bilanciale très saine et respecte l'ensemble des covenants bancaires liés au financement contracté en 2011 dans le cadre de l'acquisition de Mobelabs Group.

Au-delà de la génération de trésorerie liée aux activités opérationnelles, il convient de rappeler que BIGBEN INTERACTIVE a bénéficié au cours du 1^{er} trimestre de l'exercice 2016/2017 d'une levée de fonds d'environ 7,2 M€ via l'exercice de BSA émis en juin 2014.

Au niveau des actifs, il est rappelé que le bilan du Groupe présente aujourd'hui un goodwill post opération Modelabs Group de l'ordre de 35,9 M€ et des autres immobilisations incorporelles pour 30,9 M€, correspondant essentiellement à la clientèle activée de Modelabs Group (16,1 M€) et les produits développés par le Groupe en Edition (13,2 M€).

Calcul du gearing net du Groupe :

Données en M€ et en %	31 mars 2015 consolidés	31 mars 2016 consolidés	31 mars 2017 consolidés
Actifs non courants	101,1	84,6	87,0
Capitaux propres Groupe	105,2	109,0	126,0
Endettement financier *	46,5	35,8	21,7
Trésorerie et équivalents	7,1	8,4	8,5
Total de bilan	212,0	203,4	207,5
Gearing net	37%	25%	10%

* : y compris concours bancaires courants

- Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Continuant à bénéficier de l'amélioration de ses résultats opérationnels, BIGBEN INTERACTIVE affiche au titre de son exercice clos au 31 mars 2017 une capacité d'autofinancement de 23,2 M€. Dans le même temps, l'évolution du BFR implique toutefois une contribution négative de l'ordre de 7,6 M€ (après impôts et intérêts payés), tenant compte d'une évolution défavorable du poste correspondant aux créances clients. En conséquence, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'élèvent à 15,6 M€ au cours de l'exercice 2016/2017.

- Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement s'élèvent pour l'exercice 2016/2017 à - 8,4 M€, illustrant la montée en puissance des efforts de BIGBEN INTERACTIVE en particulier sur les activités d'Edition (13,7 M€ investis au cours du dernier exercice, montant partiellement compensé par un produit de cession à hauteur de 5,5 M€).

- Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement s'élèvent à - 2,6 M€ et correspondent essentiellement à des remboursements d'emprunts pour 10,5 M€ dont le montant est compensé par la levée de fonds d'environ 7,2 M€ via l'exercice de BSA émis en juin 2014 (BSA à échéance juin 2016).

- Restrictions éventuelles à l'utilisation des capitaux

Il n'existe aucune restriction portant sur l'utilisation de ses capitaux par la Société. Se référer toutefois au paragraphe 3.4 portant sur les facteurs de risques, et en particulier sur les covenants bancaires.

Synthèse du tableau de flux consolidé :

Données en M€	31 mars 2015 consolidés	31 mars 2016 consolidés	31 mars 2017 consolidés
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3,7	19,4	15,6
<i>Marge brute d'autofinancement</i>	-2,8	15,7	23,2
<i>Variation du besoin en fonds de roulement *</i>	6,4	3,6	-7,6
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	4,0	-6,8	-8,4
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-11,4	-8,2	-2,6
<i>Augmentation (diminution) de la trésorerie</i>	-3,8	4,5	4,5
Trésorerie à l'ouverture	-8,1	-11,9	-7,5
<i>Incidence des variations de devises</i>	0,0	0,1	-0,1
Trésorerie à la clôture (y compris concours bancaires courants)	-11,9	-7,5	-2,9

* : y compris Impôt sur le résultat payé et Intérêts payés

3.3.

Événements récents et perspectives

Renégociation de la dette d'acquisition ModeLabs

L'échéancier de l'emprunt souscrit en 2011 pour un montant initial de 40 M€ afin de financer l'acquisition de ModeLabs Group a fait l'objet, suite à la cession des participations restantes dans ModeLabs Mobiles le 25 mars 2016, d'un rééchelonnement en avril 2016 afin de s'aligner sur les nouvelles échéances de paiement de la cession, à savoir sur les 11,9 M€ restants au 31 mars 2016 :

- 2,0 M€ payés au 30 avril 2016,
- 3,1 M€ payés de mi-décembre 2016 à mi-mars 2017,
- 4,0 M€ payés au 31 mars 2017,
- 2,8 M€ payables au 30 septembre 2017.

Retour à meilleure fortune de la filiale BIGBEN INTERACTIVE GmbH

La créance de 1,6 M€ résultant du retour à meilleure fortune constaté au 31 mars 2011 a fait l'objet d'un nouveau rééchelonnement, le remboursement initialement prévu in fine aux 30 juin 2016, 30 juin 2017 et 30 juin 2018 étant désormais reporté par 3 versements distincts au 30 juin 2017 (300 k€), 30 juin 2018 (500 k€) et 30 juin 2019 (800 k€).

Augmentation de capital de BIGBEN CONNECTED SAS

Le capital social de la filiale a, par décision de l'Associé Unique ModeLabs Group SAS du 19 juillet 2016, été porté de 115.000 euros à 2.977.074 euros, divisé en 64.719 actions ordinaires, toutes de même catégorie, de 46 euros de valeur nominale.

L'opération avait pour objectif d'apurer la situation financière de la filiale et dans un même temps d'augmenter le capital social à un niveau plus conforme à son volume réel d'activité.

Perspectives sur l'exercice en cours et l'exercice suivant

Pour son exercice 2017/2018, le Groupe précise ses objectifs avec en particulier :

- un chiffre d'affaires compris entre 230 et 240 M€, cristallisant une croissance dynamique de 10 % à 15 %, et
- Un taux de Résultat Opérationnel Courant supérieur à 7%.

La dynamique d'activité sera portée par :

- le Gaming avec le lancement de nouveaux jeux vidéo majeurs (*Hunting Simulator*, *Outcast*, *WRC7*, *TT Isle of Man*, *Rugby 18*, *Tennis World Tour*, ainsi que 3 ou 4 autres jeux non encore annoncés) et avec les déclinaisons de gammes liées à la manette *Revolution Pro Controller* et aux accessoires pour la console *Nintendo Switch™*.

- le Mobile avec, suite au succès de *Force Glass™*, le lancement de *Force Case™*, coque de protection pour smartphones premium garantie à vie, et une poursuite des ventes d'accessoires pour les nouveaux smartphones haut de gamme.

3.4.

Facteurs de risque

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-après.

La Société ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

La Société n'identifie pas à ce jour de facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement de manière directe ou indirecte, sur les opérations de la Société.

Facteurs de risques liés à l'activité

- Risques liés à la concentration de la clientèle du Groupe

Historiquement, la Société travaille en France avec l'ensemble des intervenants de la grande distribution, qui ne présentent pas à son sens un risque de solvabilité, tandis qu'elle sécurise ses transactions avec les boutiques indépendantes grâce au recours systématique au paiement par carte bancaire. BIGBEN INTERACTIVE ne souscrit donc pas d'assurance-crédit pour ses transactions sur le territoire métropolitain.

Elle a en revanche recours à l'assurance-crédit de type export souscrite auprès de la Coface pour ses ventes dans les Dom Tom et en dehors de la France métropolitaine. Dans ses autres pays d'implantation (Allemagne et Benelux), le Groupe souscrit une assurance-crédit sur pratiquement tous ses clients.

Le tableau ci-après présente les 10 premiers clients du Groupe et leur poids au titre des deux derniers exercices. Ce tableau montre l'absence de dépendance majeure à un client donné et la capacité du Groupe à gagner de nouveaux clients significatifs. La perte toutefois de l'un de ces clients aurait un impact sur le niveau de chiffre d'affaires du Groupe ainsi que sur ses parts de marché.

Concentration de la clientèle de BIGBEN INTERACTIVE au titre des deux derniers exercices (en M€) :

Clients	CA	%	% cumulé	Clients	CA	%	% cumulé
Client 1	18,5	9,2	9,2	Client 1	23,2	11,2	11,2
Client 2	16,4	8,1	17,3	Client 2	15,2	7,3	18,5
Client 3	13,4	6,6	23,9	Client 3	11,7	5,6	24,1
Client 5	11,6	5,7	29,6	Client 4	11,2	5,4	29,5
Client 7	11,5	5,7	35,3	Client 5	10,2	4,9	34,4
Client 4	7,6	3,7	39,1	Client 6	8,2	4,0	38,3
Client 6	6,8	3,3	42,4	Client 7	7,7	3,7	42,1
Client 9	6,5	3,2	45,6	Client 8	5,0	2,4	44,5
Client 8	6,3	3,1	48,7	Client 9	4,3	2,1	46,5
-	3,4	1,7	50,4	Client 10	3,8	1,8	48,3
Total CA	202,2	(2015 / 2016)		Total CA	208,1	(2016 / 2017)	

- Dépendance à l'égard des calendriers de sorties des consoles de jeu vidéo ou des téléphones portables

Dans le cadre de ses activités actuelles, BIGBEN INTERACTIVE intervient sur plusieurs marchés de technologie dont les structures individuelles induisent des degrés de dépendance fort différents :

- Sur le marché du Gaming où le Groupe intervient en tant que distributeur de produits mais surtout en tant qu'éditeur de jeux et concepteur d'accèssoires, l'activité reste dépendante des calendriers et de la réussite des sorties des consoles de jeu de manière générale. Ainsi, tout retard ou toute déception après le lancement par un intervenant comme Nintendo, Sony ou Microsoft d'une nouvelle plateforme de jeu, et pour laquelle le Groupe aurait investi de manière significative en termes de produits accompagnant cette sortie, serait de nature à avoir un impact significatif sur le niveau d'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de BIGBEN INTERACTIVE.

- Sur le marché du Mobile, le métier d'accessoiriste exercé par le Groupe dépend de la sortie des téléphones et des tablettes de fabricants tels que Apple, Samsung, Huawei, ou encore Nokia. L'activité dans le domaine de la téléphonie est néanmoins beaucoup plus diffuse, puisque répartie selon un grand nombre de modèles de produits, contre seulement 5 ou 6 consoles de jeu (de salon et portables) actives sur le marché du Gaming. Toutefois, comme le Groupe a pu le constater au cours des derniers exercices, l'appétit des consommateurs pour ces produits reste bien évidemment dépendant de la base installée de supports (téléphones, tablettes) sur le marché et de l'évolution de cette base installée en fonction du lancement et du succès des nouveaux produits commercialisés auprès du public.

- Enfin, le marché des produits Audio ne connaît pas ce type de dépendance vis-à-vis de fabricants. L'accès différé à une nouvelle technologie développée par un consortium regroupant constructeurs et opérateurs pourrait néanmoins avoir un impact sur l'adaptation des produits aux nouvelles demandes du marché considéré. Il s'agit ici plus de la capacité de chaque acteur à réagir aux évolutions du marché que d'une dépendance pure.

Ainsi, BIGBEN INTERACTIVE a su diluer le risque historique de dépendance qui pesait sur ses seules activités Gaming, en devenant un acteur global de la convergence numérique intervenant sur 3 marchés : Gaming, Mobile et Audio. Sa base d'activités élargie dans des univers complémentaires lui permet aujourd'hui d'intervenir sur des environnements soutenus par des fabricants de produits électroniques beaucoup plus nombreux.

- Risques liés aux éventuels décalages dans la commercialisation des produits majeurs développés par le Groupe

Dans le cadre des programmes de développement de nouveaux produits (soit sur la base de ses équipes internes ou sur la base d'un recours à des sous-traitants), la Société peut connaître certains retards dans la conduite de ses projets. Tout décalage par rapport au pipe de sortie de produits implique inévitablement un manque à gagner en termes de contribution au chiffre d'affaires de BIGBEN INTERACTIVE.

Cela fut notamment le cas pour rappel au cours de l'exercice 2012/2013 pour le développement du jeu Handball Challenge, produit initialement développé par un prestataire ayant connu des difficultés financières. BIGBEN INTERACTIVE a dû ainsi trouver un autre développeur externe pour finaliser la mise au point du jeu, ajustement ayant décalé la mise à disposition du marché du jeu en question. De la même manière, la finalisation de la mise au point du produit Game Tab-One ayant été plus longue qu'initialement prévue, sa contribution au chiffre d'affaires 2013/2014 avait été modeste. La sélection drastique des sous-traitants a permis d'éviter depuis ces nuisances.

- Saisonnalité de l'activité durant l'exercice

Historiquement, l'activité de la Société était marquée par une forte saisonnalité, la période de fin d'année calendaire restant une période très importante en termes d'activité (fêtes de Noël). L'un des objectifs du rapprochement de BIGBEN INTERACTIVE et de ModelLabs Group consistait à réduire la saisonnalité de l'activité au cours de l'année.

Ainsi, alors qu'historiquement le 3^{ème} trimestre (octobre à décembre) représentait près de 45 % du chiffre d'affaires annuel de BIGBEN INTERACTIVE avant acquisition de ModelLabs Group, cette proportion avait été réduite à 36,7 % au cours de l'exercice 2012/2013. Après deux exercices 2013/2014 et 2014/2015 durant lesquels la part du chiffre d'affaires du Groupe réalisée lors du 3^{ème} trimestre était remontée, à respectivement 40,2 % et 40,0 %, le Groupe était parvenu lors du dernier exercice 2015/2016 à voir cette proportion se réduire, pour représenter 36,8 % de son chiffre d'affaires annuel.

Au titre de l'exercice 2016/2017, la très forte croissance enregistrée au cours du dernier trimestre (+ 30,7 % par rapport à l'exercice précédent) a entretenu cette tendance. Aussi, lors de cet exercice 2016/2017, le poids de la contribution du 3^{ème} trimestre s'est réduit à moins de 35 % du chiffre d'affaires annuel.

- Risques liés aux stocks et à leur gestion

La Société effectue un suivi très régulier des ventes de ses produits afin de calibrer ses commandes et de ne disposer que du stock suffisant pour satisfaire les besoins de sa clientèle dans le trimestre à venir. Le Groupe a regroupé l'ensemble de sa logistique sur le site de Lauwin-Planque, site qui occupe une surface totale de 27 000 m². Grâce aux investissements opérationnels et techniques réalisés, à cette organisation centralisée et à l'expérience de ses équipes, la Société est en mesure de suivre l'évolution à la hausse de l'activité tout en répondant aux contraintes de ses clients distributeurs.

Aux risques liés à la gestion opérationnelle des stocks, il convient d'ajouter le risque d'obsolescence des produits en stocks, risque provenant du décalage qui peut survenir entre les approvisionnements de produits lancés auprès des fournisseurs et l'insuffisance éventuelle des commandes de ses clients. La durée de vie, parfois courte, d'un produit contraint la Société à un suivi vigilant de ses stocks, dès le lancement des produits.



De ce fait, la Société s'efforce d'optimiser sa gestion des stocks, en fonction des contraintes liées à la saisonnalité de son activité et aux délais liés au sourcing des produits. Cette politique expose la Société aux risques de défaut d'exécution de ses fournisseurs, de rupture de stocks ou de défaut des transporteurs, ainsi qu'à certains risques de force majeure. La perte, la rupture de stocks ou la réception tardive de stocks pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la réputation, l'activité, les résultats et la situation financière de la Société. Il convient toutefois de noter par ailleurs que certains stocks n'ont pas forcément trouvé leurs marchés dédiés. Les stocks en question ont ainsi vocation à être progressivement dépréciés selon les taux de dépréciation déterminés par le Groupe.

- Concurrence

BIGBEN INTERACTIVE évolue sur le terrain de multiples acteurs internationaux, européens, asiatiques, océaniques ou nord-américains. La Société considère néanmoins pouvoir défendre ses parts de marché actuelles et en conquérir de nouvelles du fait d'une diversification unique dans le secteur avec :

- Un leadership sur les trois principaux marchés du jeu vidéo en Europe continentale (France, Allemagne et Benelux) et une présence accrue sur le reste de la Zone PAL (Europe, Australie, etc),
- Un leadership en France et au Benelux pour les produits Audio, une présence croissante dans le monde germanophone et en Italie,
- Un leadership en France pour les Accessoires de téléphonie et des avancées prometteuses à l'export,
- La recherche d'un référencement toujours plus large auprès de la grande distribution, en direct dans ses pays d'implantation ou par l'intermédiaire de distributeurs locaux (accessoires),
- Une veille marketing permanente par le biais des contacts consommateurs lors de salons et manifestations dédiés aux loisirs interactifs (accessoires de jeu vidéo et pour mobiles), etc ;
- L'exploitation de la convergence numérique pour mettre en commun clients et produits des activités d'édition/ fabrication de produits électroniques.

Risques financiers

- Risques de liquidité (note 33 en annexes comptes consolidées)

Les filiales sont essentiellement financées par des concours court terme et le recours à l'affacturage. A l'exception de BIGBEN INTERACTIVE GmbH, elles ne bénéficient pas de la garantie donnée par la Société en tant que maison-mère, aux établissements qui leur accordent des financements.

Nonobstant les mérites et les surfaces financières de ces filiales, la pérennité de leur refinancement local (hors affacturage) dépend néanmoins de la perception du standing financier de leur maison-mère que peuvent avoir leurs bailleurs de fonds.

Au 31 mars 2017, les emprunts levés par BIGBEN INTERACTIVE et ses filiales couverts par des clauses d'exigibilité totalisent seulement 2,8 M€ et ne sont plus constitués que du reliquat du financement d'acquisition mis en place en 2011 pour l'opération ModeLabs Group, avec les covenants suivants (au niveau des comptes consolidés) :

Covenants	Valeur cible	Statut
Ratio de Levier net (Endettement net / EBITDA)	≤ 3,00	Respecté
Ratio de Levier brut (Endettement brut / EBITDA)	≤ 3,50	Respecté
Ratio Endettement net (Cash flow net / Service de la dette)	> 1,00	Respecté
Ratio de Structure (Endettement net / Fonds propres)	≤ 1,00	Respecté

Tous les covenants sont respectés au 31 mars 2017.

A noter que, suite à la vente de la participation minoritaire dans la société ModeLabs Mobiles, la Société avait revu avec son pool bancaire la structure de son endettement avec l'extension du plan d'amortissement du crédit d'acquisition de ModeLabs Group au 30 septembre 2017 (cf paragraphe 3.3 Evénements récents et perspectives).

- Risques de taux (note 40 en annexes comptes consolidés)

Il n'existe plus de couverture de taux en place sur l'emprunt restant relatif à l'acquisition de ModeLabs.

- Risques de change (notes 38 - 39 en annexes comptes consolidés)

La part du chiffre d'affaires facturé en monnaie autre que l'Euro (essentiellement en USD et en GBP pour le Royaume-Uni) représente moins de 5,0 % de l'ensemble. En revanche, plus de la moitié des achats du Groupe est libellée en USD.

Le risque de change est concentré sur la société faitière BIGBEN INTERACTIVE du fait de la centralisation des approvisionnements qu'elle effectue pour les filiales européennes, en particulier via sa filiale de Hongkong.

Dans le cadre de sa gestion du risque de change, le Groupe est engagé au 31 mars 2017 dans un contrat de type « FX TARN ». Les TARNs sont des produits dérivés structurés complexes par lesquels le Groupe s'engage à acheter ou à vendre des USD selon un échéancier et à des taux définis à la signature du contrat. Le TARN est une stratégie visant à accumuler des USD à un cours amélioré par rapport aux cours comptant et à terme actuels en contrepartie d'une incertitude sur le montant total de USD potentiellement accumulés. En cas de variation importante du taux de change Euro / USD (respectivement à la hausse ou la baisse selon que la société achète ou vende des USD), l'exposition à l'achat ou à la vente peut être accrue et conduire à la comptabilisation de perte de change sur ces instruments.

La valeur « mark to market » de ces instruments financiers est de - 109 K€ au 31 mars 2017. Elle a été comptabilisée au passif en « autres crédettes ».

Il a été procédé à des simulations de résultat de change en prenant en compte différentes hypothèses de cours Euro / USD : jusqu'à un cours supérieur ou égal à 1,12 USD pour 1 Euro, les engagements liés à cet instrument en place permettent à peine de couvrir un tiers des besoins d'achat annuels en USD, supprimant tout risque de surexposition.

L'endettement du Groupe est, quant à lui, exclusivement en Euro.

- Risques sur actions

Le Groupe possède un portefeuille titres exclusivement composés d'actions propres classées en valeurs mobilières dans les comptes sociaux et en minoration des capitaux propres dans les comptes consolidés. Le cas échéant, le résultat social peut être affecté par la baisse du titre si la valeur du titre à la clôture est inférieure à la valeur d'inscription à l'actif, mais aucune incidence ne serait à noter sur les comptes consolidés.

La Société BIGBEN INTERACTIVE avait transféré au gestionnaire de son contrat de liquidité l'intégralité des 37.138 actions détenues en propre pour matérialiser son apport lors de la mise en place dudit contrat (en janvier 2012). Ce contrat comprenait 31.445 actions au 31 mars 2017 contre 37.451 actions au 31 mars 2016.

- Risques liés aux engagements reçus et aux engagements donnés

La Société avait au cours de la décennie précédente pris essentiellement des engagements en faveur de ses prêteurs sous la forme de nantissements d'actions de filiales, d'hypothèques sur des actifs immobiliers faisant l'objet de financements hypothécaires, de cession Dailly de la créance de carry back. Compte



tenu de l'évolution de la situation financière de la Société par rapport à fin 2006 et du remboursement de ses dettes historiques, l'essentiel de ces engagements ont pris fin au fil de l'eau lors de ces derniers exercices.

Engagements donnés :

Au 31 mars 2017, il est précisé que la Société a apporté sa garantie à la société Huawei Technologies France pour la fourniture de biens et/ou de services à sa filiale BIGBEN CONNECTED pour un montant de 1,3 M€.

Compte-tenu de son activité, la société engage également des négociations avec ces fournisseurs plusieurs mois avant le lancement des produits qui seront commercialisés.

Engagements reçus :

Néant.

Risques juridiques, réglementaires et fiscaux - Litiges

Même si la Société peut être impliquée dans certains litiges, comme toute société, il est précisé qu'il n'existe pas, à ce jour et au titre des douze derniers mois, de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'émetteur et/ou du groupe.

- Risques liés à la propriété intellectuelle et industrielle

La Société maîtrise sa recherche et développement ainsi qu'une partie de sa production. En effet, son bureau d'études basé à Hong Kong est proche des sites de fabrication et assure ainsi un suivi attentif du risque technologique. Etant donnée l'évolution de la nature de ses activités, évoluant d'un statut de distributeur à un statut de développeur, relevant beaucoup plus de problématiques de propriété intellectuelle, BIGBEN INTERACTIVE dépose depuis plusieurs années de nombreux brevets afin de protéger ses produits.

Dans le domaine de la propriété industrielle, les logos, les marques du Groupe sont déposés en France et pour partie en Europe et / ou dans le monde entier. La Société a étendu la protection de sa marque phare Bigben Interactive à l'Internet, en procédant à l'enregistrement de noms de domaine correspondants. La surveillance des marques de la Société a été confiée à un cabinet spécialisé en propriété industrielle.

En 2006, la Société avait conclu une licence importante avec Nintendo dans le cadre de la sortie de la console de salon Nintendo Wii, licence couvrant également le développement d'accessoires licenciés et adaptés à la console Nintendo DS. Plus récemment, toujours dans le domaine des accessoires de jeu, le Groupe a signé des licences importantes avec Sony afin de devenir partenaire spécifique à destination des plateformes PlayStation 3 et PlayStation 4. D'autres contrats de licences peuvent être également conclus de manière ponctuelle pour l'acquisition des droits d'exploitation de matrices de jeux vidéo dans le cadre de l'activité d'Édition.

Enfin, il est précisé que BIGBEN INTERACTIVE peut conclure des accords de Distribution Exclusive avec certains éditeurs de jeux, comme Square Enix (Final Fantasy), ou Milestone (MotoXGP), afin de distribuer les jeux développés par ce type d'acteurs. Dans ce contexte, une partie de l'activité du Groupe reste dépendante des calendriers de sorties des jeux mis sur le marché par ces acteurs.

Plus récemment, le Groupe a développé une partie de ses activités sur les accessoires de téléphonie également au travers de licences de marques (Kenzo, Jean Paul Gaultier, Ora Ito, Coq Sportif, etc...) mais également sur certains produits Audio avec les licences Coca-Cola et Thomson. A noter que cette dernière licence Thomson a été prorogée jusque fin 2020.

La dépendance de la Société à l'activité résultant de l'exploitation de licences (que cela soit pour des accessoires de jeu vidéo ou de téléphonie ou plus largement de jeux vidéo) reste relative et diffuse, BIGBEN INTERACTIVE considérant être toujours assez indépendant dans les développements et la commercialisation de produits pour la très large majorité de son chiffre d'affaires. Cela est d'autant plus vrai lorsque l'on évoque la nouvelle stratégie du Groupe mettant en avant la création et le développement de nouvelles marques propres telles que *Nacorn*[®] ou *Force Glass*[™].

A noter que, compte tenu des avis et des conseils de la Société et de l'état des procédures en cours, la Direction reste confiante dans sa capacité à résoudre un litige de propriété industrielle, et ce sans perte financière. Néanmoins, une condamnation de 530 K€ pour concurrence déloyale ayant été prononcée à l'encontre de la Société, une provision de ce montant a été constituée au 31 mars 2015 (note 14 en annexes comptes consolidés 2016/2017).

- Risques fiscaux

L'entité BIGBEN CONNECTED fait actuellement l'objet d'un contrôle de la part de l'administration fiscale sur les exercices allant du 1er janvier 2011 au 31 mars 2013. Une proposition de rectification pour l'exercice 2011 a été reçue le 28 décembre 2015. BIGBEN CONNECTED a répondu à l'administration le 26 février 2016 dans le respect des délais administratifs et conteste les redressements proposés.

Sur la base des avis des conseils de la société, la direction est confiante dans sa capacité à résoudre ce litige fiscal sans perte financière pour le Groupe. Seuls quelques points relatifs à la TVA, autoliquidation et TVA sur les cadeaux notamment, font l'objet d'une provision dans les comptes arrêtés au 31 mars 2016 à hauteur de 167 K€.

- Assurances et couverture des risques

Le Groupe dispose d'assurances pour l'essentiel des risques généraux inhérents à l'exercice de son activité. Il a notamment une assurance « tous risques » en dommages y compris les pertes d'exploitation, une assurance responsabilité civile de l'entreprise couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels confondus, et une assurance du parc automobile. Les risques susceptibles d'être encourus ont été objectivement appréciés et bénéficient d'une couverture appropriée, y compris dernièrement une couverture des risques spécifiques Responsabilité Civile Pollution.

Hormis pour les expéditions de marchandises à valeur unitaire élevée, y compris l'intégralité des produits de téléphonie, le Groupe ne souscrit pas d'assurance marchandises transportées. Il sélectionne en revanche ses prestataires avec la plus grande rigueur afin de limiter ses risques.

En matière de responsabilité civile des mandataires sociaux, la police souscrite par BIGBEN INTERACTIVE couvre aujourd'hui l'ensemble de ses filiales, françaises et étrangères.

La typologie des principaux clients réguliers du Groupe, à savoir les acteurs de la grande distribution européenne et les grands opérateurs Télécoms français dont la solvabilité est avérée, limite le risque de crédit pour le Groupe. Les autres clients, y compris l'intégralité des clients à l'Export, font l'objet d'une assurance-crédit lorsque le Groupe est exposé.

Le Groupe estime que la nature des risques couverts par ces assurances est conforme à la pratique retenue dans son secteur d'activité, et qu'aucun risque significatif n'est, à la connaissance de la Société, exclu de sa politique de couverture en la matière.



Risques liés à la gouvernance de la Société

- Risques liés à l'influence exercée sur la Société par un nombre limité d'actionnaires

A fin mars 2017, Monsieur Alain FALC disposait de 14,3 % du capital de la Société et le Groupe BOLLLORE environ 22,4 %. Même s'il est indiqué au sein du présent document de référence qu'aucun actionnaire ne contrôle la Société, il convient de rappeler que ces actionnaires de la Société, à savoir le plus significatif en matière de détention - hors dirigeant (Groupe BOLLLORE) et l'actionnaire clef dans la gestion opérationnelle (Alain FALC - Président Directeur Général) peuvent tous deux avoir une influence sensible sur l'avenir du Groupe.

- Conséquences sociales de l'activité (cf également rapport RSE présenté au chapitre 5 du présent document)

Le Groupe poursuit une politique sociale résolue dans le cadre des législations nationales encadrant ses filiales. Il s'interdit notamment de recourir au travail dissimulé et plus généralement s'engage à respecter l'ensemble de ses obligations définies dans le Code français du travail.

Il s'engage à respecter la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant et les conventions de l'Organisation Internationale du Travail et notamment à ne pas recourir à de la main d'œuvre infantile ou forcée et est attentif à ce que ses sous-traitants en Asie du Sud Est respectent eux-mêmes ces obligations.

- Conséquences environnementales de l'activité (cf également rapport RSE présenté au chapitre 5 du présent document)

Le Groupe est conscient des difficultés liées à l'augmentation des déchets ménagers et fait la promotion d'emballages en matériaux recyclables (carton) autant que cela est commercialement possible.

La Société et ses filiales ont adhéré à des organismes permettant la collecte et le recyclage des déchets d'origine électronique selon les dispositions de la directive DEEE et veillent à ce que leurs fournisseurs appliquent les normes ROHS pour les produits livrés au Groupe.

De même, le Groupe a mis en place une structure de suivi et contrôle du respect des normes et réglementations applicables à son activité, qu'il s'agisse de normes chimiques, électriques ou mécaniques.

Aucun autre facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique n'a eu ou n'est susceptible d'influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de BIGBEN INTERACTIVE.

La Société a procédé à une revue de ses risques et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs autres que ceux présentés ci-avant.

3.5 •

Organisation du groupe et des filiales

Evolution récente de l'organigramme juridique du Groupe

- Mise en liquidation de NEWAVE ITALIA Srl

Le Tribunal italien compétent ayant constaté en mai 2016 le non aboutissement de la proposition concordataire, le processus de liquidation de NEWAVE ITALIA Srl, initié le 16 mars 2015 à l'initiative de son dirigeant, s'est poursuivi.

Cette structure détenue à 25,9 % par BIGBEN INTERACTIVE SA, était consolidée par mise en équivalence jusqu'au 31 mars 2016. L'investissement effectué en mai 2011 dans cette structure était de 200 K€.

Du fait de la faible probabilité de récupérer cet investissement déjà provisionné, il a été décidé de déconsolider cette participation.

- Retour à meilleure fortune de la filiale BIGBEN INTERACTIVE GmbH

La créance de 1,6 M€ résultant du retour à meilleure fortune constaté au 31 mars 2011 a fait l'objet d'un nouveau rééchelonnement, le remboursement initialement prévu in fine aux 30 juin 2016, 30 juin 2017 et 30 juin 2018 étant désormais reporté par 3 versements distincts au 30 juin 2017 (300 K€), 30 juin 2018 (500 K€) et 30 juin 2019 (800 K€).

- Cession de la participation minoritaire de 49 % au capital de la filiale ModeLabs Mobiles

Pour mémoire, fin mars 2014, le Groupe avait concrétisé la cession effective de 51 % du capital de l'activité de distribution de terminaux mobiles logée au sein de l'entité ModeLabs Mobiles. Cette opération avait été décidée en novembre 2012 et s'inscrivait dans le cadre d'un recentrage du Groupe sur ses activités stratégiques. Elle présentait les modalités suivantes :

- Filialisation de l'activité de distribution de mobiles au sein d'une entité dédiée, ModeLabs Mobiles,

- Cession de 5 % du capital de cette nouvelle filiale à son management pour 1,5 M€ en novembre 2012,

- Option consentie au management jusqu'en octobre 2015 pour racheter auprès de BIGBEN INTERACTIVE 46 % du capital supplémentaire de la filiale. Le management de l'activité de distribution de terminaux mobiles a décidé de procéder à l'acquisition des 46 % du capital de la filiale ModeLabs Mobiles en activant l'option (call). Le Groupe, qui conservait alors 49 % du capital de la filiale, avait ainsi perçu en début d'exercice 10,2 M€ dans le cadre de l'exercice de cette option (avril 2014).

Le Groupe avait annoncé la cession, le 25 mars 2016 de sa participation minoritaire de 49 % dans le capital de ModeLabs Mobiles au management de cette entité. Par cette opération, BIGBEN INTERACTIVE confirmait sa stratégie de développement concentrée sur ses métiers clés et à forte valeur ajoutée : Edition de jeux video, conception et distribution d'Accessoires (jeu video et téléphonie) et de produits Audio.

Le prix de cession a été arrêté à 12,0 M€ payables en 3 échéances jusqu'au 30 septembre 2017. Compte tenu de cette opération, le Groupe a revu avec son pool bancaire la structure de son endettement avec l'extension du plan d'amortissement du crédit d'acquisition de ModeLabs Group au 30 septembre 2017.



Ainsi, cette opération concrétisait durant le dernier exercice 2016/2017 les 3 objectifs suivants :

- céder une participation minoritaire dans une société dont l'activité n'était ni stratégique pour BIGBEN INTERACTIVE ni ne pouvait offrir sur la durée des perspectives de résultats réguliers du fait du caractère aléatoire de cette activité de négoce ;

- se désendetter et rembourser dans les meilleurs délais le crédit d'acquisition de ModeLabs Group contracté en mai 2011 ;

- réinvestir dans le métier de l'Édition notamment dans un catalogue de jeux vidéo stratégiques. Ces investissements ont permis d'améliorer significativement les résultats opérationnels de l'exercice 2016/2017, tendance qui a vocation à se poursuivre sur l'exercice suivant.

- Augmentation de capital de BIGBEN CONNECTED SAS

Le capital social de la filiale a, par décision de l'Associé Unique ModeLabs Group SAS du 19 juillet 2016, été porté de 115.000 euros à 2.977.074 euros, divisé en 64.719 actions ordinaires, toutes de même catégorie, de 46 euros de valeur nominale.

L'opération avait pour objectif d'apurer la situation financière de la filiale et dans un même temps d'augmenter le capital social à un niveau plus conforme à son volume réel d'activité.

Organigramme juridique du Groupe

- BIGBEN INTERACTIVE SA

BIGBEN INTERACTIVE est la société-mère du Groupe assurant :

- l'édition et l'achat des accessoires Gaming sous la marque BIGBEN INTERACTIVE ainsi que des produits Audio pour toutes les unités d'Europe Continentale,

- l'édition de logiciels de jeu vidéo ainsi que la négociation des accords de distribution internationaux,

- les ventes à l'export en dehors des zones de chalandises gérées par ses filiales étrangères,

- la centralisation de la logistique des produits Gaming et Audio ainsi que celle des produits Mobile depuis 2014, pour l'ensemble des unités d'Europe continentale (France, Allemagne et Benelux, auxquelles se sont ajoutées Espagne et Italie respectivement en 2013 et 2014),

- l'adossement financier du groupe (garantie vis-à-vis de l'environnement bancaire des filiales étrangères si nécessaire).

- GAMES.FR

L'entité GAMES.FR était à l'origine une chaîne de magasins spécialisés dans le jeu vidéo, implantés dans de grandes agglomérations françaises (centres villes et centres commerciaux). Pour cette filiale, après la fermeture à l'issue de la précédente décennie de l'ensemble de son réseau de points de vente physiques souffrant d'une absence de taille critique, l'avenir est passé par le développement d'une activité de vente en ligne (games.fr).

Cette nouvelle activité qui s'était montrée particulièrement prometteuse, enregistrant ainsi un chiffre d'affaires de 5,2 M€ lors de l'exercice 2013/2014, a vécu depuis un certain repli au cours des derniers exercices, le chiffre d'affaires 2016/2017 s'établissant ainsi à 3,0 M€.

Il convient de préciser que ce chiffre d'affaires concerne uniquement la vente en ligne de produits physiques, et non l'activité dite de téléchargement (activité elle portée par l'entité BIGBEN INTERACTIVE SA, dont les ventes ont une nouvelle fois progressé lors du dernier exercice : + 18 % pour atteindre près de 5,8 M€).

- BIGBEN INTERACTIVE BELGIUM SA

Acquise en 1999, anciennement ATOLL SOFT, BIGBEN INTERACTIVE BELGIUM était initialement une société de distribution de produits Gaming (jeu vidéo et accessoires), soit en direct en Belgique et au Luxembourg, soit au travers sa filiale BIGBEN INTERACTIVE NEDERLAND aux Pays-Bas. Après avoir représenté en distribution exclusive les plus grands éditeurs de jeu vidéo de son territoire, elle commercialise les produits édités en propre par le Groupe.

De la même manière, cette filiale commercialise depuis 2009/2010 des produits Audio sur son territoire et a amorcé récemment la vente d'accessoires de téléphonie.

- BIGBEN INTERACTIVE NEDERLAND BV

Cette société, anciennement ATOLL SOFT NEDERLAND, acquise en 1999, est filiale de la société BIGBEN INTERACTIVE BELGIUM pour la commercialisation de produits sur le territoire des Pays Bas.

- BIGBEN INTERACTIVE GmbH

Créée en 2000, BIGBEN INTERACTIVE GmbH assure la distribution d'accessoires Gaming en Allemagne, Autriche et Suisse alémanique. Tout comme pour les filiales BIGBEN INTERACTIVE BELGIUM et BIGBEN INTERACTIVE NEDERLAND, l'activité de BIGBEN INTERACTIVE GmbH a été étendue aux jeux édités en propre par le Groupe et aux produits Audio au cours de l'exercice 2009/2010, puis récemment aux accessoires de téléphonie.

- BIGBEN INTERACTIVE HK Ltd

Elle aussi créée en 2000, la société BIGBEN INTERACTIVE HK Ltd assure la conception des accessoires de jeu vidéo sous la marque BIGBEN INTERACTIVE. Elle assure également le sourcing des composants et la gestion industrielle des fabrications sur ces produits et a vocation à centraliser l'ensemble des achats du Groupe en accessoires de jeu vidéo et de téléphonie, ainsi que sur les produits Audio.

- BIGBEN INTERACTIVE SPAIN SL

Cette entité créée au cours de l'exercice 2013/2014 a vocation à soutenir les activités commerciales du Groupe en Espagne, spécialement sur les activités Accessoires, Audio et Jeux Vidéo.

- BIGBEN INTERACTIVE USA

Constituée dans le cadre d'un Joint-Venture lors de l'exercice 2013/2014, cette structure détenue à 50 % par le Groupe a vocation à représenter d'un point de vue commercial BIGBEN INTERACTIVE aux Etats-Unis et à développer les ventes du Groupe sur ce nouveau territoire.

- BIGBEN INTERACTIVE ITALIA SRL

Cette entité créée au cours de l'exercice 2014/2015 a vocation à soutenir les activités commerciales du Groupe en Italie, spécialement sur les activités Accessoires, Audio et Jeux Vidéo.

- ModeLabs Group SAS

ModeLabs Group SA était, avant son rachat par BIGBEN INTERACTIVE, la

société-mère du groupe ModeLabs, structure alors cotée sur NYSE Euronext Paris. Retirée de la cote en août 2012, elle poursuit aujourd'hui son rôle de holding en portant les participations des filiales significatives issues du sous-groupe ModeLabs, passé sous le contrôle de BIGBEN INTERACTIVE.

ModeLabs Group a été récemment transformée de société anonyme à conseil d'administration (SA) en société par actions simplifiée (SAS).

- BIGBEN CONNECTED SAS

Anciennement ModeLabs SA, cette entité avait historiquement pour activité la conception et la distribution d'accessoires de téléphonie ainsi que le négoce de téléphones mobiles. Dans le cadre des opérations visant à focaliser le Groupe sur les activités d'accessoires pour mobiles, l'activité de négoce de terminaux mobiles avait été filialisée au sein de l'entité ModeLabs Mobiles SAS, filiale créée in fine en mars 2016.

L'activité de BIGBEN CONNECTED est aujourd'hui concentrée sur la conception et la commercialisation en France et à l'international d'accessoires pour téléphones et tablettes, développés ou distribués par le Groupe.

- ModeLabs Sourcing Ltd

ModeLabs Sourcing Ltd avait été constituée en 2010 pour l'achat d'accessoires de téléphonie et de terminaux mobiles. L'achat d'accessoires s'effectue aujourd'hui sous le contrôle de BIGBEN INTERACTIVE (HK) Ltd.

Autres filiales et participations

Au-delà des sociétés présentées dans le schéma ci-dessous, il convient d'indiquer que le Groupe disposait d'une participation de 25,9 % au capital de la société italienne NEWAVE ITALIA SRL, spécialisée sur les activités de distribution de produits numériques. NEWAVE ITALIA SRL avait réalisé au titre de son dernier exercice 2014 un chiffre d'affaires d'environ 9,8 M€, en partie au travers de la distribution sur la péninsule de produits du Groupe BIGBEN INTERACTIVE.

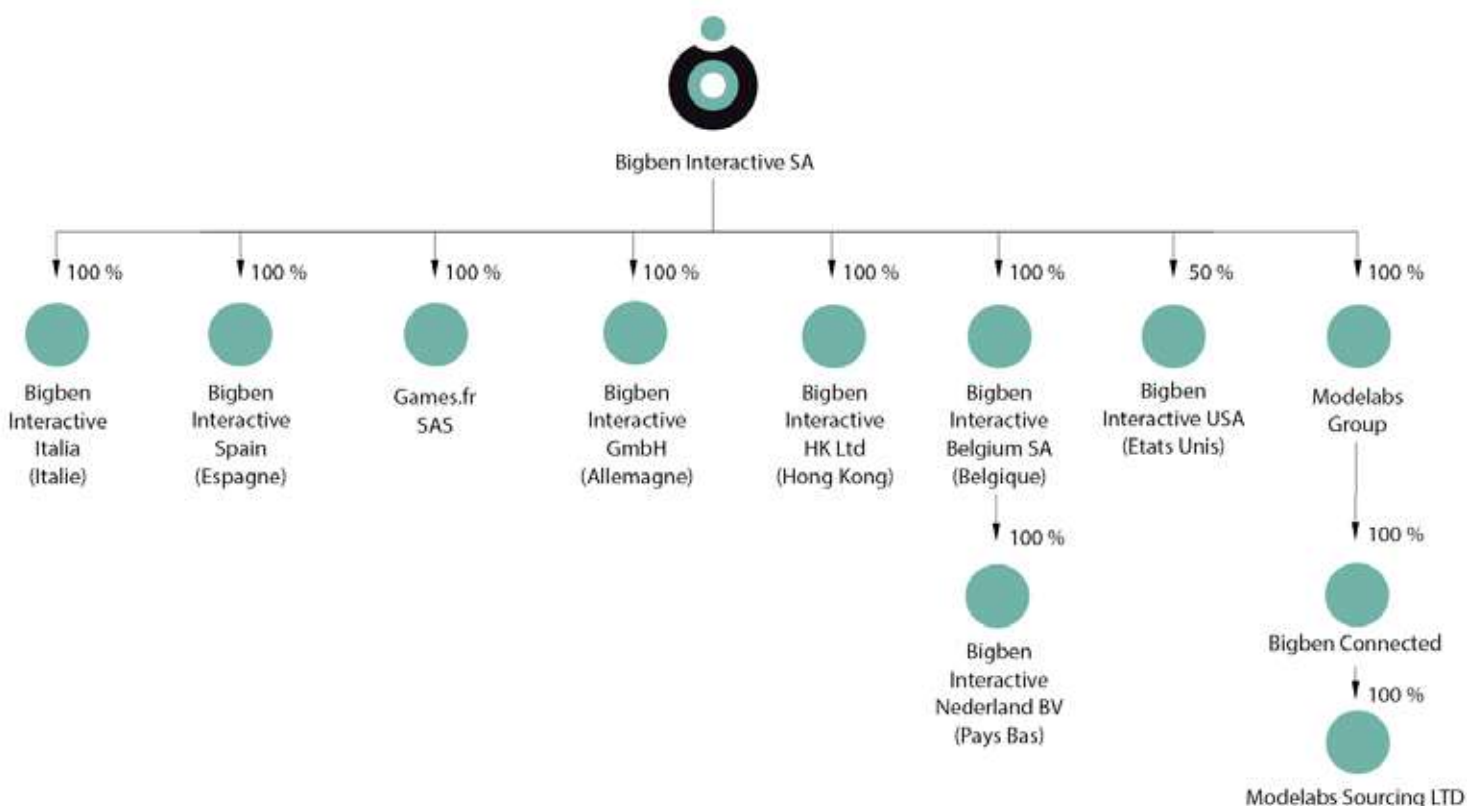
La structure a été mise en liquidation le 16 mars 2015 à l'initiative de son dirigeant.

Par rappel, l'investissement effectué en mai 2011 par BIGBEN INTERACTIVE dans cette société avait été relativement limité, avec un montant d'investissement de 200 K€.

Du fait de la faible probabilité de récupérer cet investissement déjà provisionné, cette participation a été déconsolidée à l'issue du premier semestre 2016/2017.

Organigramme juridique du Groupe

Organigramme juridique du Groupe BIGBEN INTERACTIVE :





3.6.

Politique d'investissements

Efforts en matière de R&D

Au cours des dernières années, la Société a vu ses budgets d'investissement poursuivre leur progression, accompagnant sa stratégie de développement de produits (Gaming, Audio et Mobile), avec en particulier une forte accélération lors de l'exercice 2015/2016, tendance qui s'est poursuivie au titre du dernier exercice. Ainsi, aujourd'hui, les budgets globaux d'investissement (au sens large et non au sens comptable) représentent aujourd'hui des montants compris entre 15 et 17 M€ par exercice, en moyenne, montants qui devraient tendre vers 20 M€, voire 25 M€, à moyen terme.

Ces montants se répartissent en 3 postes principaux :

- les charges de personnels internes affectés à la recherche et au développement de nouveaux produits, et les charges additionnelles associées, charges correspondant aujourd'hui à des montants compris entre 4,0 et 4,5 M€ par an. A noter qu'aucun frais de ce type n'est activé, tout comme les frais de moules qui sont incorporés directement au prix de revient des marchandises ;

- les charges de sous-traitance auprès de développeurs externes, et ce en particulier dans le cadre du développement de jeu (software) pour lesquels BIGBEN INTERACTIVE est Editeur, pour des montants de dépenses annuelles d'environ 10,0 à 13,0 M€, en moyenne. Ces montants devraient s'accroître au cours des prochains exercices, pour se rapprocher des 20,0 M€ par an. Les coûts de développement des jeux en Edition sont eux activés pour une valeur nette de 13,2 M€ à fin mars 2017, contre 7,1 M€ à fin mars 2016 et contre 4,3 M€ à fin mars 2015 ; et enfin

- les charges liées à la protection juridique des développements réalisés par le Groupe, BIGBEN INTERACTIVE consentant également de plus en plus de frais opérationnels pour la protection de ses développements (dépôts de brevets, marques et modèles).

Autres investissements

Les investissements réalisés par BIGBEN INTERACTIVE au cours des derniers exercices ont été focalisés sur l'acquisition de droits de licence (Christian Lacroix, Thomson, Coq Sportif, etc...).

Le développement de produits innovants pour les métiers de l'accessoire Gaming (manette *Nacon*® pour PC ou manette *Revolution Pro Controller* sous licence *PlayStation*® 4 de Sony) et les produits Audio du Groupe ainsi que l'acquisition de droits à reproduire relatifs à l'Édition de logiciels de jeu vidéo (Rugby World Cup, WRC 6, etc...) ont également été poursuivis.

Ces investissements sont menés dans la droite ligne de la stratégie de la Société conduisant à accroître le développement de produits propres, produits distribués soit sous la marque Bigben Interactive, soit via l'utilisation de licences de marques.

BIGBEN INTERACTIVE souhaite aujourd'hui focaliser ses investissements sur le développement de ses activités propres, à savoir l'univers des jeux édités au sein de l'activité Gaming, des produits Mobile et de l'Audio.

BIGBEN INTERACTIVE ne prévoit en conséquence pas, pour le moment, de réaliser d'investissements significatifs pour les années à venir et pour lesquels les organes de direction de la Société auraient pris des engagements fermes, et ce même si le Groupe reste attentif à toute opportunité de croissance externe entrant dans cette orientation stratégique.

3.7.

Gouvernance et rémunérations

Informations générales relatives aux dirigeants et administrateurs

• Direction générale

La direction de la Société est organisée de la manière suivante : Monsieur Alain FALC assure la fonction de Directeur Général de la Société, celui-ci étant ainsi Président du Conseil d'administration et Directeur Général. Cette fonction a été définie par le Conseil d'administration du 27 septembre 2001 et confirmée par celui du 14 septembre 2006 qui a renouvelé le mandat de Monsieur Alain FALC.

• Membres du conseil d'administration

La composition du Conseil d'administration de la Société au cours du dernier exercice clos a été la suivante :

- Monsieur Alain FALC : Président du Conseil d'administration ;
- Monsieur Sébastien BOLLORE : Administrateur ;
- Monsieur Jean-Marie DE CHERADE : Administrateur indépendant ;
- Madame Jacqueline DE VRIEZE : Administrateur ;
- Madame Sylvie PANNETIER : Administrateur ;
- Monsieur Jean Christophe THIERY : Administrateur.

Il est précisé qu'au cours du dernier exercice, Monsieur Richard MAMEZ a été nommé en qualité de censeur lors de l'Assemblée Générale du 22 juillet 2016, tandis que Monsieur Sébastien BOLLORE a vu son mandat d'administrateur renouvelé par cette même assemblée.

Au cours des cinq dernières années, aucun dirigeant ni administrateur de la Société :

- n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude, d'une incrimination ou d'une sanction publique officielle prononcée contre lui par les autorités statutaires ou réglementaires ;

- n'a été impliqué dans une faillite, mise sous séquestre ou liquidation en tant que membre des organes d'administration, de direction ou de surveillance, associé commandité ou fondateur ;

- n'a été empêché d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

A noter qu'il existe un poste de Directeur Général Délégué non membre du Conseil d'administration, en la personne de Monsieur Laurent HONORET. Il n'existe aucun lien familial entre les membres du Conseil d'administration.

Le tableau présenté en page suivante précise pour chaque membre du Conseil d'administration ses fonctions et mandats exercés dans le Groupe ou en dehors du Groupe.



Membres du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2016/2017 :

Fonction	Date de nomination ou du dernier renouvellement	Date de fin de mandat *	Autres fonctions exercées dans la Société	Autres fonctions exercées en dehors de la Société (Groupe et hors Groupe)
Alain FALC Président Directeur Général	juillet-12	2018	-	<p>Mandats actuels : Président Directeur Général SAS Modelabs Group Président SAS Bigben Connected Président SAS Games.fr Gérant SCI JAJA Administrateur Bigben Interactive Belgium SA (Benelux) Administrateur Bigben Interactive HK Ltd (Hong Kong) Gérant AF Invest SPRL</p> <p>Autres mandats exercés au cours des 5 dernières années : Président SAS King Games Vidéo Administrateur de Bigben Interactive UK Holdings Ltd Gérant SCI Falc</p>
Jacqueline DE VRIEZE Administrateur	août-15	2021	-	<p>Mandat actuel : Directeur Général SAS Games.fr</p> <p>Autre mandat exercé au cours des 5 dernières années : Responsable SAS King Games Vidéo</p>
Jean Marie DE CHERADE Administrateur indépendant	août-15	2021	Membre du Comité d'Audit	<p>Mandats exercés au cours des 5 dernières années : Gérant SARL RH Gérant SARL BD Strata Président SAS Wilshire Invest 1 Gérant SC AMS</p>
Sébastien BOLLORÉ Administrateur	juillet-16	2022	-	<p>Mandats actuels : Directeur du développement de Groupe Bolloré "Chairman" et "Director" de Blue LA Inc. Administrateur de Groupe Bolloré et Bolloré Participations Administrateur de Blue Solutions et de Gameloft Administrateur de Financière V Président et Administrateur d'Omnium Bolloré Administrateur de Société Industrielle et Financière de l'Artois Membre Conseil Surveillance de Sofibol Représentant permanent de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge Représentant permanent de Socfrance au Conseil de Financière de l'Odet</p> <p>Mandats exercés au cours des 5 dernières années : Représentant permanent de Financière de l'Odet au Conseil de la Compagnie des Glénans Membre du Directoire de Compagnie du Cambodge</p>
Sylvie PANNETIER Administrateur	août-15	2021	Membre du Comité d'Audit	Néant
Jean Christophe THIERY Administrateur	juillet-12	2018	-	<p>Mandats actuels : Président du Conseil d'administration de Bolloré Média Digital Président du Conseil d'administration de Matin Plus Président de Rivaud Loisirs Communication Président et Directeur Général de Bolloré Telecom Président de Compagnie de Treboul Représentant permanent de Soc Indust Fin Artois au Conseil d'administration de Rivaud Innovation Président du Directoire de Canal + Représentant permanent de SECP au Conseil d'administration de Médiamétrie Président du Conseil de surveillance de StudioCanal Président du Conseil d'administration de Société d'Édition de Canal Plus</p> <p>Mandats exercés au cours des 5 dernières années : Représentant permanent de Bolloré au Conseil d'administration de CSTO Représentant permanent de CSTO au Conseil d'administration de CSA Représentant permanent de CSTO au Conseil d'administration de CSI</p>

* : AGO devant se prononcer sur les comptes clos au ...



Membres du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2016/2017 :

- Alain FALC : Président du conseil d'administration

Ingénieur en électronique (ISEN 1981).

Monsieur Alain FALC crée BIGBEN INTERACTIVE en 1981 à la fin de ses études et acquiert rapidement un savoir-faire industriel et commercial dans le domaine de la montre et des produits électroniques promotionnels.

En 1993, il décide d'investir le secteur naissant des jeux vidéo pour y décliner son savoir-faire. Devenu leader de la conception-fabrication d'accessoires pour consoles de jeux vidéo en France en 1999, il fait introduire la Société en bourse et mène son développement à l'international avec des implantations au Benelux, en Grande Bretagne, en Allemagne, à Hong-Kong, en Espagne et en Italie.

En réalisant l'acquisition de l'activité Conception et distribution d'accessoires de mobiles de «ModeLabs» (leader français de l'accessoire pour téléphonie mobile) en 2011, devenue « Bigben Connected » en mai 2013, Alain FALC a pour ambition de créer un acteur majeur des accessoires de convergence numérique. Le groupe dispose désormais d'une capacité renforcée et d'un accès à de nouveaux marchés permettant d'accélérer son développement commercial.

- Sébastien BOLLORE : Administrateur

ISEG, UCLA (California)

Après des études commerciales en France et aux Etats-Unis, il rejoint le Groupe Bolloré en 2005 pour participer à différents projets stratégiques du Groupe dont le développement de la voiture électrique Blue Car et le lancement de la chaîne de télévision Direct8.

Il est aujourd'hui responsable du pôle Nouvelles Technologies au sein de la Direction du Développement du Groupe Bolloré.

Il a été administrateur de BIGBEN INTERACTIVE SA depuis sa nomination par l'AGM du 28 juillet 2010

- Jean Marie DE CHERADE : Administrateur indépendant

Ingénieur agronome, maîtrise ès sciences naturelles, DEA de marketing, gestion et administration des entreprises.

Après avoir été assistant à la chaire de marketing agroalimentaire au CESA (centre d'enseignement supérieur des affaires du groupe HEC-ISA), Jean-Marie DE CHERADE devient consultant à la BANQUE MONDIALE avec la conduite de projets pour la zone de l'Afrique de l'Ouest.

Il rejoint ensuite le monde de l'entreprise où il sera entre autres Président et Cofondateur de la société EOS MARKETING. Il est aujourd'hui consultant indépendant et effectue à ce titre certaines missions pour le compte de MI29.

- Jacqueline DE VRIEZE : Administrateur

Autodidacte

Après une première expérience dans le domaine des soins de la personne (salon de coiffure et institut d'esthéticiennes) de 1976 à 1987, Jacqueline DE VRIEZE crée une entreprise de gymnastique douce et de soins esthétiques dans un centre de remise en forme.

En 1989, elle rejoint la société de magasins de vente au détail de jeux et gadgets ESPACE 3 GAMES, société devenue aujourd'hui GAMES.FR, comme responsable de magasins avant d'en devenir la directrice en 1995.

- Sylvie PANNETIER : Administrateur

Diplôme d'Etudes Comptables et Financières (DECF)

A l'issue de ses études, Sylvie PANNETIER intègre BIGBEN INTERACTIVE en février 1995 au service financier et voit ses fonctions évoluer de la comptabilité fournisseurs à la trésorerie, en passant par le crédit management au cours des 20 ans passés dans la société.

Elle gère aujourd'hui une équipe de 9 personnes et est en charge de la Trésorerie du Groupe et du Credit management des sociétés BIGBEN INTERACTIVE SA et BIGBEN CONNECTED SAS.

- Jean Christophe THIERY : Administrateur

IEP, licence d'administration publique, ENA

Après un début de carrière dans le corps préfectoral, Jean Christophe THIERY rejoint le Groupe Bolloré en 2002 pour devenir Directeur Général de la chaîne Direct 8 en 2005.

Il est nommé Président de Bolloré Média (pôle média du groupe Bolloré) en novembre 2008 à la suite de Vincent BOLLORÉ, avec pour mission d'en poursuivre la consolidation et le développement dans le domaine des médias et des télécoms. Jean Christophe THIERY est par ailleurs Directeur Général du Groupe Bolloré, pôle communications et médias et Président du Directoire de Canal+.

Au-delà des administrateurs ci-dessus, il est rappelé que l'Assemblée Générale du 22 juillet 2016 a décidé la nomination de Monsieur Richard MAMEZ au poste de Censeur

- Richard MAMEZ : Censeur

Après une première expérience marketing dans l'agroalimentaire à l'international chez Ferrero en Italie, il rejoint le secteur du loisir tout d'abord dans le ski (Look, Lange) comme directeur marketing international pendant une dizaine d'années avant d'assumer la direction générale de diverses entreprises du secteur (Browning, Look, Jeanneau). C'est en 1996 qu'il aborde le secteur du jouet avec la direction générale de Majorette jusqu'à sa reprise par Smoby en 2005. Il devient alors directeur associé du Groupe B&S (Instruments de musique à vent) de 2006 à 2008 avant de revenir à la demande de MI29 chez Majorette comme Président à compter de 2009, Majorette dont il réalise la cession au Groupe Simba en 2010.

Après avoir été gérant d'Opus Musique, il est aujourd'hui Président de Groupe Berger SAS.

Il a été administrateur de BIGBEN INTERACTIVE SA de 2010 à 2016, depuis sa nomination par l'AGM du 28 juillet 2010, puis a été nommé Censeur.

En dehors des points indiqués au chapitre « Conventions réglementées », il n'existe pas de conflit d'intérêt potentiels entre les devoirs à l'égard de l'émetteur des personnes présentées ci-dessus et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs. Par ailleurs, aucun arrangement ou accord n'a été conclu avec des clients, des fournisseurs ou autres en vertu duquel l'une quelconque des personnes présentées ci-dessus a été sélectionnée en tant que membre du Conseil d'administration ou membre de la direction générale.

- Administrateurs indépendants

En date du 25 octobre 2010, le Conseil d'administration s'est réuni et a défini les critères devant servir à la qualification d'administrateur indépendant, et ce sur la base et dans le respect des recommandations émises au sein du Code Middledenext. Au regard de ces critères, Monsieur Jean Marie DE CHERADE a été



qualifié d'administrateur indépendant.

Le Conseil d'administration a considéré que sa composition est équilibrée quant à la diversité et à la complémentarité des compétences et expériences de ses membres.

La Société était en conformité avec la loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils des entreprises cotées promulguée le 27 janvier 2011 depuis l'assemblée générale ayant statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2015 (seuil à 20%).

Afin de mettre la Société en conformité avec le seuil de 40 % s'appliquant à compter de l'exercice clôturé en mars 2017, le Conseil d'administration a décidé lors de sa réunion du 24 avril 2017 d'augmenter la représentation des femmes en son sein, en approuvant le principe de la candidature d'un administrateur supplémentaire, Madame Florance LAGRANGE.

Rémunérations et avantages en nature attribués aux mandataires sociaux au cours des deux derniers exercices

- Politique de fixation des rémunérations

Les rémunérations des mandataires sociaux sont strictement liées à leurs fonctions dans les sociétés du Groupe et au niveau général de rémunération pratiqué dans le territoire de leur société.

- Rémunérations perçues au titre des deux derniers exercices

Rémunérations perçues au titre des deux derniers exercices par le dirigeant mandataire social (tableau 1 *) :

Monsieur Alain FALC Président du Conseil d'administration et Directeur Général	Exercice 2015/2016	Exercice 2016/2017
Rémunérations dues au titre de l'exercice	180 000	180 000
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées durant l'exercice	-	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	-	-
Total	180 000	180 000

Détails des rémunérations perçues au titre des deux derniers exercices par le dirigeant mandataire social (tableau 2 *) :

Monsieur Alain FALC Président du Conseil d'administration et Directeur Général	Exercice 2015/2016		Exercice 2016/2017	
	due	versée	due	versée
Rémunération fixe	180 000	180 000	180 000	180 000
Rémunération variable annuelle	-	-	-	-
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	20 000	20 000	20 000	20 000
Avantage en nature	-	-	-	-
Total	200 000	200 000	200 000	200 000

La Société n'a pris aucun engagement au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Détails des éventuels avantages consentis au profit de M. Alain FALC (tableau 11 *) :

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
Alain FALC Président du Conseil d'administration et Directeur Général	Oui	Non	Non, en dehors des indemnités légales	Non

* : au sens de la recommandation AMF 2014-14 de décembre 2014

La question du maintien du contrat de travail de Monsieur Alain FALC, et ce au regard de ses fonctions par ailleurs de Président du Conseil d'administration, a été débattue par les administrateurs, conformément à ce qui figure dans le rapport sur le contrôle interne. Lors des débats, les administrateurs ont constaté que le contrat de travail de Monsieur Alain FALC avec la société BIGBEN INTERACTIVE remonte à la création de celle-ci en 1981 et que ses fonctions principales restent la direction générale de la Société.

Dans ces conditions, le Conseil d'administration a considéré, nonobstant la recommandation AFEP/MEDEF, qu'il n'y a pas lieu de demander à Monsieur Alain FALC de renoncer, en raison de son mandat de Président Directeur Général de la société BIGBEN INTERACTIVE, à son contrat de travail avec la Société.

Rémunérations des membres du Conseil d'administration non dirigeants (tableau 3 *) :

	Exercice 2015/2016	Exercice 2016/2017
Madame Jacqueline DE VRIEZE		
Administrateur		
Jetons de présence	8 750 €	10 000 €
Autres rémunérations	63 783 €	60 000 €
Monsieur Jean Marie DE CHERADE		
Administrateur indépendant		
Jetons de présence	15 000 €	13 571 €
Autres rémunérations	0 €	0 €
Madame Sylvie PANNETIER		
Administrateur		
Jetons de présence	-	10 000 €
Autres rémunérations	49 759 €	50 380 €
Monsieur Sébastien BOLLORE		
Administrateur		
Jetons de présence	10 000 €	10 000 €
Autres rémunérations	0 €	0 €
Monsieur Jean Christophe THIERY		
Administrateur		
Jetons de présence	10 000 €	10 000 €
Autres rémunérations	0 €	0 €
Monsieur Richard MAMEZ		
Administrateur puis Censeur (Juillet 2016)		
Jetons de présence	15 000 €	15 000 €
Autres rémunérations	0 €	0 €

- Jetons de présence

Nous rappelons que l'Assemblée Générale du 22 juillet 2016 a maintenu à 90.000 € le montant global annuel des jetons de présence alloués au Conseil d'administration (montant non totalement alloué au titre de l'exercice 2016/2017).

Assemblée générale ayant autorisé l'attribution	Date du plan	Nombre d'actions	Valorisation dans les comptes	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
22 juillet 2016	31 août 2016	1.000	5 240 €	31 août 2017	31 août 2019	Niveau de résultat opérationnel courant à fin mars 2017

Le Conseil d'administration respecte les recommandations du Code Middle-next en définissant un mode de répartition de ces jetons de présence en fonction d'unités tenant compte des fonctions effectivement remplies par chacun des administrateurs (administrateur simple, membre de l'un des comités existants au sein de la Société, fonction de Président) tout en pratiquant un abattement proportionnel aux réunions auxquelles l'administrateur concerné n'aurait pas participé (principe d'assiduité).

Jetons de présence versés au titre des deux derniers exercices :

	Montants versés en 2015/2016	Montants versés en 2016/2017
Monsieur Alain FALC		
Président Directeur Général		
Madame Jacqueline DE VRIEZE	8 750 €	10 000 €
Administrateur		
Monsieur Jean Marie DE CHERADE	15 000 €	13 571 €
Administrateur indépendant		
Madame Sylvie PANNETIER	-	10 000 €
Administrateur		
Monsieur Sébastien BOLLORE	10 000 €	10 000 €
Administrateur		
Monsieur Jean Christophe THIERY	10 000 €	10 000 €
Administrateur		
Monsieur Richard MAMEZ	15 000 €	15 000 €
Administrateur puis Censeur (Juillet 2016)		

Il est précisé que la prochaine Assemblée Générale des actionnaires de la Société aura vocation à se prononcer sur l'augmentation de cette enveloppe globale de jetons de présence allouée au Conseil d'administration (montant de 100.000 €), montant à répartir entre les administrateurs dont le nombre devrait être porté à 7 membres.

- Actions gratuites (tableaux 6 et 7 *)

Aucune action gratuites n'a été attribuée aux salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe au cours de l'exercice 2015/2016.

Au cours de l'exercice 2016/2017, en date du 31 août 2016, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 155.700 actions gratuites au profit de 298 bénéficiaires (se référer au rapport du Président).

Madame Sylvie PANNETIER a été bénéficiaire de cette attribution à hauteur de 1.000 droits à actions gratuites.

Actions gratuites accordées à Mme Sylvie PANNETIER (Tableaux 6 et 7 *) :

A la date du présent document de référence, aucune actions gratuites n'a été effectivement acquise par Madame Sylvie PANNETIER (période d'acquisition en cours).

* : au sens de la recommandation AMF 2014-14 de décembre 2014

- Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dirigeants et aux mandataires sociaux (tableaux 4, 5, 8 et 9 *)

Durant les exercices clos au 31 mars 2016 et au 31 mars 2017, aucune option de souscription d'action n'a été attribuée à des mandataires sociaux du Groupe, ni levée durant l'exercice par des dirigeants mandataires sociaux.

- Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la Société

Néant.

- Sommes provisionnées ou constatées par la Société aux fins de versement de pensions, de retraite ou d'autres avantages

Il n'existe pas de schéma de retraite spécifique au profit des dirigeants et la Société n'a pas provisionné de sommes à cet égard. Les dirigeants des sociétés du Groupe sont bénéficiaires d'une police d'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux, souscrite par la Société. Il n'existe, au profit des mandataires sociaux, aucun engagement correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieures à celles-ci.

- Opérations sur titres réalisées par les mandataires sociaux et personnes assimilées (621-18-2 du Code Monétaire et Financier)

Monsieur Sébastien BOLLORE, administrateur, a déclaré en date du 17 juin 2016 l'exercice de 200.000 BSA correspondant à la souscription de 20.000 actions nouvelles au prix unitaire de 4,00 €, soit une opération d'un montant de 80.000 €.

Monsieur Alain FALC, Président Directeur Général, a déclaré en date du 27 juin 2016 :

- l'exercice de 820.000 BSA correspondant à la souscription de 82.000 actions nouvelles au prix unitaire de 4,00 €, soit une opération d'un montant de 328.000 €.

- la cession de 35.000 actions au prix unitaire de 4,70 €, soit une opération d'un montant de 164.535 €.

- la cession de 2.778.284 BSA au prix unitaire de 0,0647 €, soit une opération d'un montant de 179.755 €.

Monsieur Alain FALC, Président Directeur Général, a déclaré en date du 4 juillet 2016 :

- l'exercice de 100.000 BSA correspondant à la souscription de 10.000 actions nouvelles au prix unitaire de 4,00 €, soit une opération d'un montant de 40.000 €.

- la cession de 10.000 actions au prix unitaire de 4,60 €, soit une opération d'un montant de 46.000 €.

3.8.

Effectifs

Evolution des effectifs et répartition

Répartition des effectifs par catégorie :

Par catégorie	31 mars 2015	31 mars 2016	31 mars 2017
Cadres	107	112	123
Employés	243	217	221
Total	350	329	343

Répartition des effectifs par entité juridique :

Par entité juridique	31 mars 2015	31 mars 2016	31 mars 2017
Bigben Interactive	167	153	157
Games.fr	8	10	9
Bigben Interactive Benelux	17	15	13
Bigben Interactive HK	23	23	26
Bigben Interactive GmbH	22	22	19
Bigben Spain SL	11	12	13
Bigben Interactive Italy	4	4	7
Bigben Connected	98	90	99
Total	350	329	343

L'effectif du Groupe BIGBEN INTERACTIVE qui s'était accru de manière tangible au cours de l'exercice 2014/2015 en raison notamment des efforts du Groupe en matière de ressources opérationnelles et de développement international, avec en particulier la création des filiales en Espagne et en Italie, a été en légère baisse au cours de l'exercice 2015/2016, pour atteindre 329 personnes.

Lors de l'exercice 2016/2017, la hausse des effectifs est de retour, portée par le renforcement des équipes sur les activités d'Edition de jeux ainsi qu'au sein des activités Mobile. Ainsi, l'effectif s'établit à 343 personnes.

Participation des salariés au capital de la Société

- Actionnariat des salariés

Historiquement, les actions détenues par les salariés faisaient l'objet d'une gestion collective (FCPE BIGBEN INTERACTIVE Actionnariat), et ce par exemple pour un niveau de détention correspondant à 19.449 titres au 31 mars 2015. Durant le dernier exercice 2015/2016, ce véhicule FCPE a été dissout, la Société n'ayant en conséquence plus de lisibilité directe du niveau de participation de ses salariés au capital de BIGBEN INTERACTIVE.

En tout état de cause, la participation des salariés telle que définie à l'article 225-102 du Code de Commerce restant inférieure à 3 % du capital social de la Société, l'Assemblée Générale ne doit pas à ce jour procéder à la nomination d'un ou plusieurs administrateurs désignés sur proposition des salariés actionnaires.

Il n'est pas prévu d'introduire dans les statuts de la Société la possibilité d'une élection d'un ou plusieurs administrateurs par le personnel de la Société et/ou de ses filiales.

- Capital potentiel aux mains des salariés

Au cours de l'exercice 2016/2017, en date du 31 août 2016, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 155.700 actions gratuites au profit de

298 bénéficiaires.

Les 10 premiers bénéficiaires de cette attribution gratuite d'actions disposent ensemble d'un volume correspondant à 25.000 actions.

- Résolution adoptée par l'Assemblée Générale - Délégation

L'Assemblée Générale du 22 juillet 2016 a délégué au Conseil d'administration la faculté de procéder dans un délai de 14 mois à une augmentation de capital au bénéfice des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées, adhérents au Plan d'Épargne Entreprise existant dans la Société. Le montant de maximal de l'émission est limité à 400.000 €.

L'Assemblée Générale a autorisé ainsi le Conseil d'administration à augmenter le capital social par l'émission d'actions en numéraire et, le cas échéant, par l'émission d'autres titres donnant accès au capital, réservées aux salariés et dirigeants de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan partenarial d'épargne salariale volontaire de la société.

Aucune émission réservée n'a été réalisée lors de l'exercice 2016/2017 sur utilisation par le Conseil d'administration de la délégation évoquée ci-dessus.

- Augmentation de capital réservée

L'association de l'actionnariat salarié de la Société aux opérations d'émission de capital permet de faire participer l'ensemble des salariés qui le souhaitent aux perspectives boursières de BIGBEN INTERACTIVE. Par ailleurs, la loi relative à l'épargne salariale oblige le Conseil d'administration à soumettre à l'Assemblée, à l'occasion de chaque augmentation de capital en numéraire, un projet d'augmentation de capital réservée aux salariés.

Il sera donc à nouveau demandé à l'Assemblée générale de déléguer au Conseil d'administration la faculté, dans un délai de 18 mois, de décider une augmentation de capital au bénéfice des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées, adhérents au Plan d'Épargne Entreprise existant. Le montant

maximal de l'émission serait limité à 400.000 € de capital social, soit 200.000 actions.

3.9.

Capital et actionnariat

Evolution du capital social de la Société

- Evolution du capital social de la Société au cours de l'exercice 2016/2017

Au cours de l'exercice 2016/2017, 1.809.162 actions nouvelles ont été créées, sur exercice de BSA en circulation, ces derniers arrivant à échéance pour rappel en date du 30 juin 2016. L'exercice de ces BSA a permis à la Société de lever 7,3 M€. En conséquence, le nombre total d'actions composant le capital social de la Société est passé de 16.413.377 actions à la clôture de l'exercice 2015/2016 à 18.222.539 actions à la clôture de l'exercice 2016/2017.

L'article 6 des statuts a été modifié de la manière suivante : « Le capital social est fixé à la somme de 36.445.078 Euros, divisé en 18.222.539 actions de 2 Euros de nominal chacune, entièrement souscrites et libérées. »

- Evolution du capital social de la Société au cours de l'exercice 2015/2016

Au cours de l'exercice 2015/2016, 2.173 actions nouvelles avaient été créées, sur exercice de BSA en circulation. En conséquence, le nombre total d'actions composant le capital social de la Société était passé de 16.411.204 actions à la clôture de l'exercice 2014/2015 à 16.413.377 actions à la clôture de l'exercice 2015/2016.

Il n'existe pas de titre non représentatif du capital.

Evolution du capital social de la Société au cours des 3 derniers exercices :

Date de l'opération	Augmentation / Réduction	Nombre d'actions nouvelles	Valeur nominale	Prime d'émission ou d'apport	Nouveau capital social	Nombre d'actions après augmentation
20 octobre 2014	Augmentation de capital après paiement du dividende en actions	203 854	2,00 €	-	32 814 940,00 €	16 407 470
20 octobre 2014	Augmentation de capital par exercice de BSA	3 327	2,00 €	18 963,90 €	32 821 594,00 €	16 410 797
19 janvier 2015	Augmentation de capital par exercice de BSA	253	2,00 €	1 442,10 €	32 822 100,00 €	16 411 050
20 avril 2015	Augmentation de capital par exercice de BSA	154	2,00 €	877,80 €	32 822 408,00 €	16 411 204
27 juillet 2015	Augmentation de capital par exercice de BSA	110	2,00 €	627,00 €	32 822 628,00 €	16 411 314
26 octobre 2015	Augmentation de capital par exercice de BSA	471	2,00 €	942,00 €	32 823 570,00 €	16 411 785
25 janvier 2016	Augmentation de capital par exercice de BSA	739	2,00 €	1 478,00 €	32 825 048,00 €	16 412 524
25 avril 2016	Augmentation de capital par exercice de BSA	853	2,00 €	1 706,00 €	32 826 754,00 €	16 413 377
7 juillet 2016	Augmentation de capital par exercice de BSA	1 809 162	2,00 €	3 618 324,00 €	36 445 078,00 €	18 222 539

- Capital potentiel

Comme déjà indiqué précédemment, sur la base de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 22 juillet 2016, en date du 31 août 2016, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 155.700 actions gratuites au profit de 298 bénéficiaires.

Le nombre maximal d'actions attribuables représente in fine, sur la base du capital social et de l'effectif au 31 mars 2017, 145.500 actions, soit 0,80 % des actions en circulation (se reporter à la Note 28 des comptes consolidés).

- Délégations de compétence

Délégations de compétence en cours de validité :

Date de l'Assemblée Générale	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider...	Montant nominal maximum autorisé	Durée de la délégation	Modalités de fixation du prix d'émission des titres
22 juillet 2016	Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	5 000 000 € *	14 mois	Selon législation applicable aux sociétés cotées sur un marché réglementé
22 juillet 2016	Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription / Offre au Public	2 500 000 € *	14 mois	Prix d'émission des actions sera au minimum égal à 95 % de la moyenne des cours de bourse (3 dernières séances)
22 juillet 2016	Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription / Placement privé	4 924 012 € *	14 mois	Prix d'émission des actions sera au minimum égal à 95 % de la moyenne des cours de bourse (3 dernières séances)
22 juillet 2016	Augmentation de la taille des opérations menées, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 15 %	750 000 € * pour les opérations avec DPS 375 000 € * pour les opérations sans DPS	14 mois	na
22 juillet 2016	Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription / Réserve à catégorie de personnes - Equity Line	3 250 000 € *	14 mois	Prix d'émission des actions sera au minimum égal à 90 % de la moyenne des cours de bourse (3 dernières séances)
22 juillet 2016	Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	5 000 000 € *	14 mois	Selon législation applicable aux sociétés cotées sur un marché réglementé et autres règlements applicables
22 juillet 2016	Augmentation de capital en rémunération d'apports	10 % du capital social *	14 mois	Selon législation applicable aux sociétés cotées sur un marché réglementé et autres règlements applicables
22 juillet 2016	Augmentation de capital dans le cadre d'opérations d'offre publique d'échange	2 500 000 € *	14 mois	Selon législation applicable aux sociétés cotées sur un marché réglementé et autres règlements applicables
22 juillet 2016	Augmentation de capital réservée aux salariés (PEE)	400 000 € *	14 mois	Décote maximale de 20 % par rapport à la moyenne des cours de bourse (20 séances), pour une durée d'indisponibilité de 10 ans
22 juillet 2016	Augmentation de capital par attribution gratuite d'actions	400 000 € **	14 mois	-

* : s'imputera sur le plafond global de 8.206.688 € fixé comme montant nominal maximal des augmentations de capital

** : cette enveloppe a été utilisée à hauteur de 311.400 € par le Conseil d'administration du 31 août 2016

Répartition du capital et des droits de vote de la Société

- Répartition au 31 mars 2017

Capital et droits de vote au 31 mars 2017 :

Actionnaires	Catégorie	% du capital	% des droits de vote
Alain FALC *	PDG	14,3 %	14,0 %
Nord Sumatra (BOLLORE)	Invest. Institu.	22,4 %	23,0 %
Quaero Capital	Invest. Institu.	9,3 %	9,1 %
Public	-	53,8 %	53,9 %
Contrat liquidité	-	0,2 %	-
Total	-	100,0 %	100,0 %

* : directement et indirectement via AF Invest

A la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire ne détient, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote de la Société. Toutes les actions composant le capital de la Société sont libres de tout nantissement.

Au 31 mars 2017, les principaux actionnaires ne disposent pas de droits de vote différents, en dehors de 200.000 actions disposant de droits de vote doubles, actions détenues directement par Monsieur Sébastien BOLLORE.

Il est précisé que Nord Sumatra Investissements est une société d'investissement contrôlée elle au plus haut niveau par Monsieur Vincent BOLLORE.

- Franchissements de seuils enregistrés au cours des deux derniers exercices :

MI 29 (ancien actionnaire significatif) :

Par courrier reçu le 31 juillet 2015, le concert composé des sociétés Maison d'Investissement MI 29 et Saint Gervais SARL (sises 29 rue de Monceau, 75008 Paris) a déclaré avoir franchi en baisse, le 27 juillet 2015, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la société BIGBEN INTERACTIVE et détenir 782.634 actions BIGBEN INTERACTIVE représentant autant de droits de vote, soit 4,77 % du capital et 4,66 % des droits de vote de cette société, répartis comme suit :

	Actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
MI 29	767 634	4,7 %	767 634	4,6 %
Saint Gervais	15 000	0,1 %	15 000	0,1 %
Total	782 634	4,8 %	782 634	4,7 %

Ce franchissement de seuils résulte d'une cession d'actions BIGBEN INTERACTIVE sur le marché.

Quaero Capital (anciennement Argos Investment Managers) :

Par courrier reçu le 4 décembre 2015, la société anonyme de droit suisse Quaero Capital (Immeuble ICC, route de Pré-Bois 20, CH-1215 Genève 15, Suisse), agissant pour le compte de la SICAV Argos Funds - compartiment Argonaut dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en hausse, le 3 décembre 2015, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la société BIGBEN INTERACTIVE et détenir, pour le compte de ladite SICAV, 843.768 actions BIGBEN INTERACTIVE représentant autant de droits de vote, soit 5,14 % du capital et 5,03 % des droits de vote de cette société.

Ce franchissement de seuils résulte d'une acquisition d'actions BIGBEN INTERACTIVE sur le marché.

Alain FALC / Président Directeur Général :

Par courrier reçu le 8 juillet 2016, Monsieur Alain FALC, a déclaré avoir franchi en baisse, le 7 juillet 2016, directement et indirectement, par l'intermédiaire de la société à responsabilité limitée de droit belge AF Invest qu'il contrôle, les seuils de 15 % du capital et des droits de vote de la société BIGBEN INTERACTIVE et détenir, directement et indirectement, 2.605.885 actions BIGBEN INTERACTIVE représentant autant de droits de vote, soit 14,30 % du capital et 13,99 % des droits de vote de cette société, répartis comme suit :

	Actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
AF Invest	2 513 885	13,8 %	2 513 885	13,5 %
M. Alain FALC	92 000	0,5 %	92 000	0,5 %
Total	2 605 885	14,3 %	2 605 885	14,0 %

Ce franchissement de seuils résulte d'une augmentation de capital de la société BIGBEN INTERACTIVE.

À cette occasion, la société AF Invest a déclaré avoir franchi individuellement en baisse les mêmes seuils.

- Evolution de la répartition du capital et des droits de vote au cours des deux exercices précédents

Capital et droits de vote au 31 mars 2016 :

Actionnaires	Catégorie	% du capital	% des droits de vote
Alain FALC *	PDG	15,6 %	15,2 %
Nord Sumatra (BOLLORE)	Invest. Institu.	22,1 %	22,8 %
Quaero Capital	Invest. Institu.	5,1 %	5,0 %
Public	-	56,9 %	56,9 %
Contrat liquidité	-	0,2 %	-
Total	-	100,0 %	100,0 %

* : directement et indirectement via AF Invest

Au 31 mars 2016, le capital de la Société était composé de 16.413.377 actions et 16.784.647 droits de vote effectifs.

Capital et droits de vote au 31 mars 2015 :

Actionnaires	Catégorie	% du capital	% des droits de vote
Alain FALC *	PDG	15,6 %	15,3 %
Nord Sumatra (BOLLORE)	Invest. Institu.	22,1 %	22,9 %
MI 29	Invest. Institu.	9,6 %	9,5 %
Public	-	52,4 %	52,4 %
Contrat liquidité	-	0,3 %	-
Total	-	100,0 %	100,0 %

* : directement et indirectement via AF Invest

Au 31 mars 2015, le capital de la Société était composé de 16.411.204 actions et 16.736.858 droits de vote effectifs.

- Pactes, conventions entre actionnaires et actions de concert

En dehors des actions de concert concernant respectivement Monsieur Vincent BOLLORÉ et ses sociétés, et Monsieur Alain FALC et AF Invest, il n'existe aucun accord dont la mise en oeuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle de la Société.

La Société est aujourd'hui principalement détenue par Monsieur Vincent BOLLORÉ, qui détient 22,4 % du capital et 23,0 % des droits de vote de la Société BIGBEN INTERACTIVE.

Au-delà des dispositions légales applicables visant à limiter l'exercice abusif du contrôle sur la Société par son ou ses actionnaires de référence, il est précisé que le Président du Conseil d'administration de la Société, Monsieur Alain FALC, dispose de 14,3 % du capital et 14,0 % des droits de vote de la Société BIGBEN INTERACTIVE (directement et indirectement).

Aucun actionnaire ne détenant plus de 50 % du capital ou plus de 50 % des droits de vote, il est indiqué que la Société n'est pas contrôlée par un actionnaire majoritaire.

- Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, sont mentionnés ci-dessous les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique :

- L'actionnaire le plus important est Monsieur Vincent BOLLORÉ qui, à la date du présent document, détient 22,4 % du capital et 23,0 % des droits de vote de la Société, notamment via la structure Nord Sumatra ;

- Emission et rachat d'actions : dans le cadre de différentes résolutions, l'Assemblée Générale de juillet 2016 a délégué au Conseil d'administration le pouvoir d'augmenter le capital social, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite d'un montant nominal global de 2,5 M€ en période d'offre comprenant une composante Echange.

La loi prévoit la suspension en période d'offre publique de toute délégation dont la mise en oeuvre est susceptible de faire échouer l'offre.

- Acquisition par la Société de ses propres actions

En date du 22 juillet 2016, l'Assemblée Générale des actionnaires de BIGBEN INTERACTIVE a voté favorablement le renouvellement de son programme de rachat par la Société de ses propres actions. Ainsi, l'autorisation a été donnée au Conseil d'administration de racheter jusqu'à 10 % de ses propres actions, sur la base d'un prix maximum de rachat fixé à 8,00 € par action, dans la limite d'un montant global de 10 M€.

Les objectifs poursuivis par la Société au travers de la mise en place de ce programme de rachat d'actions sont les suivants :

- conserver les actions de la Société qui auront été achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le cadre de la réglementation boursière (dans la limite de 5 % de ses propres actions en ce qui concerne cet objectif spécifique) ;

- remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

- d'allouer des actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de l'attribution d'actions gratuites, de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ;

- assurer la liquidité et animer le marché secondaire des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;

- annuler les titres rachetés, en vertu de la résolution spécifique votée lors de cette même Assemblée Générale ;

- réaliser toute autre finalité autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou reconnue ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'Autorité des marchés financiers.

Un contrat de liquidité a été mis en place fin 2010 avec un intermédiaire (Oddo) afin de favoriser la liquidité du titre Bigben Interactive, et ce conformément au programme de rachat d'actions voté par l'Assemblée Générale du 28 juillet 2010.

Au 31 mars 2017, la Société détient, au travers de son contrat de liquidité conclu avec Oddo Corporate Finance, filiale de la société de bourse Oddo & Cie, 31.445 actions propres, représentant environ 0,17 % du capital social actuel de la Société. Ce nombre d'actions d'une valeur nominale globale de 62.890 €.

Synthèse du programme de rachat d'actions au titre de l'exercice 2016/2017

Suivi du programme de rachat d'actions lors de l'exercice 2016/2017

Nombre d'actions achetées en 2016/2017	423.513
Nombre d'actions vendues en 2016/2017	429.519
Cours moyen des achats sur la période	5,6231 €
Cours moyen des ventes sur la période	5,6060 €
Montant des frais de négociation	30 000 €
Nombre d'actions en comptes fin mars 2017	31.445
Valeur des actions inscrites en comptes	190 871 €
Valeur nominale des actions inscrites	62. 890 €
Fraction du capital qu'elles représentent	0,17 %

- Capital de la Société ou des sociétés liées faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

En l'absence de tout instrument dilutif à date (en dehors des actions gratuites en cours d'acquisition par certains salariés du Groupe, selon la décision du Conseil d'administration du 31 août 2016), il n'existe plus d'option ou de contrat plaçant tout ou partie du capital de la Société sous option.

3.10.

Autres informations

Informations requises par la LME sur les délais de paiement des fournisseurs et les créances clients

Ci-dessous est présenté le tableau correspondant à l'échéancier des dettes fournisseurs à la clôture fin mars 2017. Les retards de paiement correspondent principalement à :

- des déductions opérées en attente d'avoirs de RFA, repricing ou retours de marchandises,
- des facturations par les éditeurs des contrats de royauté non régularisés.

Répartition des dettes fournisseurs selon leur échéance à la clôture de l'exercice :

en milliers d'euros	Mars 2016		Mars 2017	
	Montant	%	Montant	%
Dettes fournisseurs non échues	2 698	25 %	9 071	61 %
Dettes fournisseurs échues	7 881	75 %	5 839	39 %
< à 30 jours	3 573	34 %	4 013	27 %
< à 60 jours	2 773	26 %	1 444	10 %
< à 90 jours	702	7 %	122	1 %
< à 120 jours	256	2 %	97	1 %
< à 1 an	524	5 %	52	0 %
> à 1 an	53	0 %	111	1 %
Total	10 579	100 %	14 910	100 %

Répartition des créances clients selon leur échéance à la clôture de l'exercice :

en milliers d'euros	Mars 2016		Mars 2017	
	Montant	%	Montant	%
Créances clients non échues	6 698	66 %	11 375	70 %
Créances clients échues	3 514	34 %	4 875	30 %
< à 30 jours	1 655	16 %	1 728	11 %
< à 60 jours	1 776	17 %	2 278	14 %
< à 90 jours	198	2 %	30	0 %
< à 120 jours	(3)	0 %	(6)	0 %
< à 1 an	(5)	0 %	(15)	0 %
> à 1 an	(107)	- 1 %	860	5 %
Total	10 212	100 %	16 250	100 %

Affectation du résultat de l'exercice 2016/2017

Dans le cadre du projet d'acquisition de Modelabs Group, opération significative pour BIGBEN INTERACTIVE, le Conseil d'administration avait décidé de suspendre le versement de dividende au titre des exercices 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013, afin de préserver l'intégralité de ses ressources financières pour cette opération. Ainsi, aucun dividende n'avait été distribué au titre des exercices 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013.

Au titre de l'exercice 2013/2014, l'Assemblée Générale du 22 juillet 2014 avait décidé la distribution d'un dividende d'un montant de 0,15 € par action. Ce montant pouvait être versé en numéraire ou au travers de la création d'actions nouvelles, au choix de l'actionnaire (article 243 bis du Code Général des Impôts).

Au titre des exercices 2014/2015 et 2015/2016, l'Assemblée Générale du 31

août 2015 ainsi que celle du 31 août 2016 avaient décidé de ne pas distribuer de dividende, au regard des résultats des exercices correspondant.

De la même manière, lors de la prochaine assemblée devant statuer sur les comptes 2016/2017, le Conseil d'administration propose de ne pas distribuer de dividende tout en souhaitant se réserver la possibilité de proposer un acompte sur dividende dès la clôture du 1^{er} semestre si les résultats sont en ligne avec les prévisions.

Lors de cette même assemblée, il est également prévu d'approuver le montant global des dépenses et charges visées par les articles 39-4 du Code Général des Impôts, soit la somme de 5.418 € et l'impôt correspondant, soit 1.804 €.



Tableau des résultats de la Société au cours des 5 derniers exercices

Dépenses non déductibles fiscalement

Résultats sociaux de la Société au cours des 5 derniers exercices :

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, les comptes de l'exercice écoulé mettent en avant des dépenses non déductibles fiscalement pour un montant de 5 K€.

Nature des indicateurs (en euros)	2016/2017	2015/2016	2014/2015	2013/2014	2012/2013
Capital en fin d'exercice					
Capital social	36 445 078	32 826 754	32 822 408	32 407 232	32 079 232
Nombre d'actions ordinaires existantes	18 222 539	16 413 377	16 411 204	16 203 616	16 039 616
Nombre d'actions à dividende prioritaire existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par exercice de droit de souscription	-	-	-	-	-
- par attribution d'actions gratuites	145 500	-	-	-	164 000
- par exercice de bons de souscription	-	1 927 471	1 929 644	-	-
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	74 008 844	80 535 008	75 475 016	68 403 566	59 689 757
Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(2 172 389)	(838 047)	35 833 710	(9 678 737)	(4 127 931)
Impôts sur les bénéfices	(2 735 283)	(2 125 125)	(1 736 366)	(3 523 672)	(9 702 638)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 318 083	819 072	4 892 279	(5 436 566)	4 930 288
Montant des bénéfices distribués	-	-	2 425 079	-	-
Résultats par action					
Résultats après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,03	0,08	2,29	(0,38)	0,35
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,18	0,05	0,30	(0,34)	0,31
Dividende versé à chaque action	-	-	0,15	-	-
Personnel					
Nombre de salariés	162	158	149	142	123
Montant de la masse salariale	5 423 380	5 036 889	4 885 199	4 241 478	4 048 091
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	2 244 031	2 113 840	2 035 438	1 864 424	1 890 280



Honoraires des contrôleurs légaux

Les honoraires suivants ont été versés aux contrôleurs légaux par la Société au cours des deux derniers exercices.

Honoraires des contrôleurs légaux :

en milliers d'euros et en %	31 mars 2016				31 mars 2017			
	KPMG	%	FMA	%	KPMG	%	FMA	%
Commissariat aux comptes	168	89 %	109	100 %	170	90 %	109	100 %
Emetteur	95	50 %	95	87 %	95	51 %	95	87 %
Sociétés intégrées globalement	73	39 %	14	13 %	75	39 %	14	13 %
Autres diligences liées à la mission	21	11 %	0	0 %	18	10 %	0	0 %
Emetteur	21	11 %	0	0 %	18	10 %	0	0 %
Sociétés intégrées globalement	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Sous-total	189	100 %	109	100 %	188	100 %	109	100 %
Autres prestations	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	189	100 %	109	100 %	188	100 %	109	100 %

Parcours boursier de l'action Bigben Interactive

Se référer au paragraphe 1.3 du présent document.

Calendrier financier

24 juillet 2017 :

Chiffre d'affaires du 1er trimestre 2017/2018

23 octobre 2017 :

Chiffre d'affaires du 2ème trimestre 2017/2018

20 novembre 2017 :

Résultats intermédiaires du 1er semestre 2017/2018

22 janvier 2018 :

Chiffre d'affaires du 3ème trimestre 2017/2018

23 avril 2018 :

Chiffre d'affaires du 4ème trimestre 2017/2018

28 mai 2018 :

Résultats annuels de l'exercice 2017/2018

DOCUMENT DE **REFERENCE**
ANNEXES COMPTES SOCIAUX 2016/17

2016 / 2017

The background features several white, 3D-rendered rings of varying sizes and orientations, creating a sense of depth and movement. The rings are set against a light gray gradient background.

7

CHAPITRE 7

COMPTES SOCIAUX
2016/2017

Sommaire indépendant des comptes sociaux

- 1. Comptes sociaux au 31 mars 2017
 - 1.1 Bilan
 - 1.1.1 Actif
 - 1.1.2 Passif
 - 1.2 Compte de Résultat au 31 mars 2017
- 2. Notes annexes aux comptes sociaux au 31 mars 2017
 - 2.1 Faits marquants de l'exercice
 - 2.1.1 Développement commercial
 - 2.1.2 Evolution du périmètre
 - 2.1.3 Actionariat
 - 2.1.4 Autres évènements
 - 2.1.5 Evènement post clôture
 - 2.2 Principes et méthodes comptables
 - 2.2.1 Changements de méthodes comptables
 - 2.2.2 Changement de méthode de présentation
 - 2.2.3 Immobilisations incorporelles
 - 2.2.4 Immobilisations corporelles
 - 2.2.5 Immobilisations financières
 - 2.2.6 Stocks et encours
 - 2.2.7 Créances
 - 2.2.8 Provisions pour risques et charges
 - 2.2.9 Gestion du risque de taux
 - 2.2.10 Gestion du risque de change
 - 2.2.11 Chiffre d'Affaires
 - 2.3 Notes complémentaires
 - 2.3.1 Notes complémentaires au bilan
 - 2.3.2 Informations relatives au compte de résultat
 - 2.3.3 Autres informations

7.1.

Comptes sociaux 2016/2017

1.1 Bilan

• 1.1.1 Actif

En milliers d'euros	Valeurs brutes 31/03/2017	Amort. & Prov. 31/03/2017	Valeurs nettes 31/03/2017	Valeurs nettes 31/03/2016
Actif immobilisé				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Concessions, brevets	2 665	1 385	1 280	483
Avances et acomptes	-	-	-	-
	2 665	1 385	1 280	483
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains	1	-	1	1
Constructions	5 168	2 911	2 257	2 328
Installations techniques	91	87	4	-
Autres immobilisations corporelles	1 819	1 381	438	477
Immobilisations en cours	231	-	231	231
	7 310	4 379	2 931	3 037
<i>Immobilisations financières</i>				
Titres de participation	105 740	23 100	82 640	82 940
Créances rattachées à des participations	1 600	-	1 600	1 600
Autres titres immobilisés	1	-	1	1
Prêts	-	-	-	41
Autres immobilisations financières	154	-	154	128
	107 495	23 100	84 395	84 710
TOTAL	117 470	28 864	88 606	88 230
Actif circulant				
Stocks et en-cours	36 900	8 664	28 236	30 843
Avances et acomptes	901	-	901	822
<i>Créances</i>				
- Clients et comptes rattachés	16 250	880	15 370	10 758
- Autres créances	16 516	42	16 474	10 193
Valeurs mobilières de placement	189	2	187	143
Disponibilités	1 211	-	1 211	2 347
TOTAL	71 967	9 588	62 379	55 106
Charges constatées d'avance	1 014	-	1 014	1 229
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	8
Ecart de conversion Actif	-	-	-	-
TOTAL ACTIF	190 451	38 452	151 999	144 573

• 1.1.2 Passif

En milliers d'euros	Valeurs nettes 31/03/2017	Valeurs nettes 31/03/2016
Capitaux propres		
Capital social	36 445	32 827
Primes	40 175	36 557
Réserve légale	3 283	3 282
Réserves indisponibles	502	301
Autres réserves	23 212	22 594
Résultat de l'exercice	3 318	819
Provisions réglementées	307	248
TOTAL CAPITAUX PROPRES	107 242	96 628
Provisions pour risques et charges		
Dettes	1 413	6 615
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 279	18 762
Emprunts et dettes financières diverses	324	130
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 910	12 034
Dettes fiscales et sociales	3 422	3 754
Dettes sur immobilisations	277	282
Autres dettes	18 101	6 183
Produits constatés d'avance	-	-
TOTAL DETTES	43 313	41 145
Ecarts de conversion Passif	31	185
TOTAL PASSIF	151 999	144 573

1.2 Compte de résultat au 31 mars 2017

En milliers d'euros	Valeurs nettes 31/03/2017	Valeurs nettes 31/03/2016
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	70 904	77 381
Ventes de services	3 105	3 154
Chiffre d'affaires net	74 009	80 535
Subventions d'exploitation	17	-
Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charges	2 824	3 105
Autres produits d'exploitation	592	254
Total Produits d'exploitation	77 442	83 894
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	54 523	58 679
Variation de stocks de marchandises	434	2 832
Autres achats et charges externes	12 292	11 865
Impôts, taxes et versements assimilés	642	484
Salaires et traitements	5 423	5 037
Charges sociales	2 244	2 114
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations	448	474
Dotations aux provisions sur actif circulant	3 282	2 860
Dotations aux provisions pour risques et charges	551	469
Autres charges d'exploitation	356	187
	80 195	85 001
Résultat d'exploitation	(2 753)	(1 107)
Produits financiers		
Produits financiers de participation	1 883	1 376
Produits des autres immobilisations financières	20	1
Autres intérêts et produits assimilés	1	-
Reprises sur provisions financières	5 241	1 992
Gains de change	671	983
	7 816	4 352
Charges financières		
Dotations aux provisions financières	302	700
Intérêts et charges financières	526	677
Pertes de change	3 653	3 272
	4 481	4 649
Résultat financier	3 335	(297)
Résultat courant avant impôt	582	(1 404)
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	86	261
Reprise sur provisions	289	89
	375	350
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	26	7
Sur opérations en capital	200	91
Dotations aux provisions	148	154
	374	252
Résultat exceptionnel	1	98
Participation	-	-
Crédit impôt recherche	161	151
Crédit impôt mécénat	219	224
Intégration fiscale	2 355	1 750
Impôts sur les bénéfices	-	-
Résultat net	3 318	819



7.2.

Notes et annexes aux comptes sociaux 2016/2017

Ce document constitue l'annexe des comptes sociaux de Bigben Interactive au 31 mars 2017.

Ils présentent un total actif de 151 999 k€ et un profit de 3 318 k€.

Les chiffres indiqués dans cette annexe sont en milliers d'euros, sauf mention particulière.

Les informations relatives à l'exercice clos le 31 mars 2015, présentées dans le document de référence 2015 n°D.15-0722 enregistré auprès de l'AMF le 8 juillet 2015, sont incorporées par référence.

2.1 Faits marquants de l'exercice

2.1.1 Développement commercial

GAMING

Légère croissance de cette activité, hors distribution, essentiellement portée par les ventes de la nouvelle manette REVOLUTION Pro Controller sous licence PlayStation®4 de SONY.

- Edition :

Légère progression de l'Édition, hors distribution, du fait d'une base de comparaison élevée avec 2015 qui avait bénéficié du succès majeur du jeu WRC5. Pour suite du développement du catalogue avec le lancement de 6 jeux et progression des ventes digitales, levier de rentabilisation du catalogue dans la durée.

- Accessoires Gaming :

Un retour à la croissance pour cette activité Accessoires, tirée par le succès de la manette REVOLUTION Pro Controller, le bon démarrage des nouveaux accessoires pour la console Nintendo SWITCH™ et la contribution croissante des ventes de casques Plantronics® et d'accessoires PC sous la marque Nacon® créée par Bigben.

AUDIO

Décroissance de cette activité liée à un marché français des tours audio particulièrement concurrentiel, cela malgré le succès croissant des produits sous licence Thomson® dont le contrat de licence a été prorogé jusque fin 2020.

2.1.2 Evolution du périmètre

- Mise en liquidation de Newave Italia

Le Tribunal italien compétent ayant constaté en mai 2016 le non aboutissement de la proposition concordataire, le processus de liquidation de Newave Italia Srl, initié le 16 mars 2015 à l'initiative de son dirigeant, s'est poursuivi. Cette structure détenue à 25,9 % par Bigben Interactive SA, était consolidée par mise en équivalence jusqu'au 31 mars 2016. L'investissement effectué en mai 2011 dans cette structure était de 200 k€. Du fait de la faible probabilité de récupérer cet investissement déjà provisionné, cette participation a été annulée à l'issue du premier semestre 2016 / 2017.

2.1.3 Actionnariat

- Exercice des BSA 2014-2016

L'Assemblée Générale du 31 août 2015 approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2015 avait fixé un nouveau prix des Bons de Souscription d'Actions (BSA) à 4,00 € et reporté l'échéance à fin juin 2016.

Cette opération a été très largement suivie par les titulaires de bons qui ont participé à près de 93,9 % à l'émission par l'exercice de leurs bons. L'émission de 1.815.069 actions nouvelles par exercice des BSA a permis à la Société de lever 7,27 M€ (dont 7,24 M€ depuis le 01 avril 2016) et de relever à cette date ses fonds propres à plus de 103,9 M€.

- Attribution d'Actions Gratuites

Le Conseil d'administration du 31 août 2016 a attribué 155.700 Actions Gratuites aux membres du personnel salariés et aux mandataires sociaux des entités du Groupe soit 298 bénéficiaires dont 226 bénéficiaires en France. L'acquisition définitive au bout d'un an est liée à une condition de présence continue et à une condition de performance liée à l'obtention d'un niveau prédéterminé de résultat opérationnel courant. Sur la base de la quantité d'Actions Gratuites définitivement acquises, il sera procédé à l'émission d'actions nouvelles par incorporation de réserves, une réserve spéciale indisponible égale au montant total nominal des 155.700 actions attribuées, soit 311 400 Euros, ayant été constituée lors de l'attribution.



2.1.4 Autres évènements

- Rééchelonnement de la dette post cession de ModeLabs Mobiles

L'échéancier de l'emprunt souscrit en 2011 pour un montant initial de 40 M€ afin de financer l'acquisition du groupe ModeLabs a fait l'objet, suite à la cession des participations restantes dans ModeLabs Mobiles SAS le 25 mars 2016, d'un rééchelonnement en avril 2016 afin de s'aligner sur les nouvelles échéances de paiement de la cession, à savoir sur les 11,9 M€ restants au 31 mars 2016:

- 2,0 M€ payés au 30 avril 2016
- 3,1 M€ payés de mi-décembre 2016 à mi-mars 2017
- 4,0 M€ payés au 31 mars 2017
- 2,8 M€ payables au 30 septembre 2017

- Retour à meilleure fortune de la filiale Bigben Interactive GmbH

La créance de 1,60 M€ résultant du retour à meilleure fortune constaté au 31 mars 2011 a fait l'objet d'un nouveau rééchelonnement, le remboursement initialement prévu in fine aux 30 juin 2016, 2017 et 2018 étant désormais reporté par 3 versements distincts au 30 juin 2017 (300 k€), 30 juin 2018 (500 k€) et 30 juin 2019 (800 k€).

2.1.5 Evènement post clôture

Néant.

2.2 Principes et méthodes comptables

En application du règlement ANC 2016-07 du 04 novembre 2016 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En vue de l'établissement des états financiers, la direction de la Société peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur des actifs et passifs, des charges et produits, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

Déterminées sur la base des informations et estimations connues à la date d'arrêté des comptes, ces estimations et hypothèses peuvent, le cas échéant, s'avérer sensiblement différentes de la réalité. Ces hypothèses concernent notamment la valorisation des titres de participation et des prêts associés, les engagements envers les salariés et les provisions.

Les conséquences de la crise financière de la zone euro, notamment sur la volatilité des marchés financiers, l'accès au financement et la croissance économique rendent difficile l'appréhension des perspectives à moyen terme pour les entreprises. Ainsi, les comptes sociaux de l'exercice ont été établis par référence à l'environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-dessus.

2.2.1 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur l'exercice.

2.2.2 Changement de méthode de présentation

Les méthodes de présentation adoptées dans les comptes annuels sont identiques à celles utilisées dans les comptes clos au 31 mars 2016.

2.2.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à l'actif à leur coût d'acquisition.

Ces immobilisations sont amorties selon le plan d'amortissement suivant

Catégorie	Méthode d'amortissement
Logiciels	De 12 à 36 mois
Brevets	Linéaire, 10 ans
Marques	Linéaire, 10 à 20 ans

2.2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition et sont essentiellement amorties selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation, selon les plans d'amortissement suivants

Catégorie	Méthode d'amortissement
Constructions	Linéaire, entre 15 et 25 ans
Installations Photovoltaïques	Linéaire, entre 10 et 25 ans
Matériels et outillages	Linéaire, entre 5 et 8 ans
Agencements constructions	Linéaire, entre 10 et 20 ans
Agencement installations	Linéaire, entre 4 et 10 ans
Matériels de transport	Linéaire, 4 ans
Mobilier, matériel de bureau	Linéaire, entre 3 et 10 ans

2.2.5 Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition à la date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise.

Des provisions pour dépréciation sont éventuellement constatées à la clôture de l'exercice, soit en fonction de l'actif net comptable de la participation, soit en fonction de la valeur d'usage de la participation telle qu'évaluée par la direction dans la stratégie d'ensemble du Groupe sur la base d'une approche multicritères, approche en particulier basée sur les cash-flows prévisionnels actualisés de la filiale.

Les autres immobilisations financières sont composées de cautions versées sur des loyers et de titres immobilisés. Ces cautions sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

2.2.6 Stocks et encours

Les stocks sont composés de marchandises valorisées au prix moyen pondéré (PMP). Le prix d'achat inclut les frais annexes.

Les articles en stocks sont dépréciés comme suit :

- Le stock « SAV » (Service Après-Vente) est déprécié à 100%.
- A chaque clôture, il est effectué une revue des valorisations des produits en stocks en comparant le dernier prix de vente (sur les douze derniers mois) avec la PMP. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.
- Des dépréciations complémentaires sont comptabilisées par la Direction, au cas par cas à l'article ;
- Enfin, et en complément des deux approches ci-dessus, une dépréciation complémentaire est comptabilisée en fonction de l'antériorité du stock.

2.2.7 Créances

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale. Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an.

Une provision est constituée sur les créances douteuses ou litigieuses ou présentant un risque de recouvrement, après étude individuelle des dossiers. Le taux de provision des créances douteuses est de 100% du montant HT, ce poste étant constitué essentiellement de clients en Liquidation ou Règlement Judiciaire dont les perspectives de remboursement sont très faibles.

2.2.8 Provisions pour risques et charges

Engagement en matière de retraite : A l'occasion de leur départ en retraite, les salariés ont droit à une allocation prévue par la Convention Collective du Commerce de Gros. Cet engagement est calculé tenant compte d'un départ en retraite volontaire des salariés à l'âge de 65 ans et d'une loi de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Les écarts actuariels sont comptabilisés au compte de résultat.

Hypothèses retenues	mars 2017	mars 2016
Taux d'actualisation	1,45 %	2,0 %
Turnover	6,0 % à 7,0 %	4,0 % à 6,5 %
Table de mortalité	TF & TH 00.02	TF & TH 00.02
Taux d'évolution des salaires		
Cadres	2,0 %	2,0 %
Agents de maîtrise	2,0 %	2,0 %



Instruments dérivés : En l'absence de caractère de couverture démontré, les contrats d'instruments dérivés sont évalués à chaque clôture. Une provision pour risques est constituée en cas de perte probable.

Autres provisions : Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites), en respect des principes comptables français. L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société.

2.2.9 Gestion du risque de taux

Concernant le risque de taux, la société possède des lignes de financement à taux variable (Euribor principalement) qui représentent, à la clôture, la totalité des emprunts et dettes financières. La dette relative au crédit d'acquisition de ModeLabs Group a été couverte économiquement partiellement par des swaps de taux.

2.2.10 Gestion du risque de change

Les créances en devises sont valorisées au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Concernant le risque de change, la plupart des achats, notamment les achats d'accessoires, sont effectués en devises (USD principalement). Dans le cadre de la gestion du risque de change, le Groupe a souscrit des instruments financiers dérivés complexes (cf. note 2.3.3.).

2.2.11 Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires est composé de ventes de marchandises, pour lesquelles le revenu est constaté lors du transfert de propriété tel que défini par les conditions générales des ventes, à savoir au départ de nos entrepôts.

2.3 Notes complémentaires

2.3.1 Notes complémentaires au bilan

- Immobilisations incorporelles

Le tableau des mouvements de l'exercice se présente ainsi :

En milliers d'euros	31 mars 2016	Acquisitions	Cessions ou Transferts	31 mars 2017
Logiciels	938	41	-	979
Marques	446	900	-	1 346
Brevets	340	-	-	340
Avances	-	-	-	-
Total	1 724	941	-	2 665

Le tableau des mouvements des amortissements de l'exercice se présente ainsi :

En milliers d'euros	31 mars 2016	Dotations	Reprises	31 mars 2017
Logiciels	890	66	-	956
Marques	123	53	-	176
Brevets	228	25	-	253
Total	1 241	144	-	1 385

En cas de non renouvellement de la protection d'un brevet, celui-ci fait l'objet d'un amortissement pour le solde de sa valeur comptable.

- Immobilisations corporelles

Le tableau des mouvements de l'exercice se présente ainsi :

En milliers d'euros	31 mars 2016	Acquisitions	Transferts	Cessions	31 mars 2017
Terrains	1	-	-	-	1
Bâtiments	5 040	-	-	-	5 040
Agencements des constructions	56	72	-	-	128
Matériel et outillage	73	17	-	-	90
Agencements des installations	845	-	-	-	845
Matériel de transport	4	5	-	(2)	7
Mobilier et matériel de bureau	885	96	-	(13)	968
Immobilisations corporelles en cours	231	-	-	-	231
Total	7 135	190	-	(15)	7 310

L'amortissement comptable de l'installation photovoltaïque a débuté le 1er octobre 2014.

Le tableau des mouvements des amortissements de l'exercice se présente ainsi :

En milliers d'euros	31 mars 2016	Dotations	Transferts	Cessions	31 mars 2017
Bâtiments	947	225	-	-	1 172
Agencements des constructions	17	5	-	-	22
Matériel et outillage	73	14	-	-	87
Agencements des installations	531	49	-	-	580
Matériel de transport	3	2	-	(2)	3
Mobilier et matériel de bureau	722	90	-	(13)	797
Total amortissements	2 293	385	-	(15)	2 663
Photovoltaïque - Dépréciation	1 805	-	-	(89)	1 716
Total amortissements et provisions	4 098	385	-	(104)	4 379

- Titres de participation

Valeurs brutes des titres de participation

Sociétés	Valeur brute 31 mars 2016	Augmentations	Diminutions	Valeur brute 31 mars 2017
Game's.fr SAS	2 849	-	-	2 849
Modelabs Group SA	98 988	-	-	98 988
Bigben Interactive Belgium	2 897	-	-	2 897
Bigben Interactive (HK) Ltd	269	-	-	269
Bigben Interactive GmbH	500	-	-	500
Newave SRL	200	-	200	-
Bigben Interactive US	37	-	-	37
Bigben Interactive Espagne	100	-	-	100
Bigben Interactive Italie	100	-	-	100
Total Titres	105 940	-	-	105 740

Un test de dépréciation a été effectué par la méthode des DCF, compte tenu des budgets prévisionnels de résultats, à l'exception de Game's ou la valeur nette des titres a été ajustée à hauteur des capitaux propres de la filiale entraînant une dépréciation complémentaire des titres de 300 k€ ce qui porte la provision totale à 1 600 k€.

Les titres de Modelabs Group font l'objet d'une provision constituée lors de l'exercice 2014/2015 pour 21 500 k€.

La filiale italienne Newave SRL a été liquidée, les titres étant provisionnés à 100%.

Les frais d'acquisition des titres Modelabs Group SA font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans.

	31 mars 2016	Acquisition	Dotation	31 mars 2017
Valeur brute des frais d'acquisition	325	-	-	325
Amortissements (provisions réglementées)	248	-	59	307

- Créances rattachées à des participations

En milliers d'euros, valeur brute hors intérêts	mars 2017	mars 2016
Bigben Interactive GmbH	1 600	1 600
Provision	-	-
Total en valeur nette hors intérêts	1 600	1 600

Le résultat dégagé par Bigben Interactive GmbH au titre de l'exercice clos le 31 mars 2011 a permis de reconstituer le solde de la créance abandonnée en septembre 2005 avec clause de retour à meilleure fortune soit 1.600 k€.

L'activité en retrait de la filiale allemande sur les 3 derniers exercices de même que l'absence de résultat significatif n'ayant pas permis un remboursement comme prévu, cette dette de 1.600 k€ a été en conséquence rééchelonnée avec un remboursement par tiers (au 30 juin 2017 pour 300 k€, au 30 juin 2018 pour 500 k€, le solde de 800 k€ au 30 juin 2019). La créance n'a pas fait l'objet d'une dépréciation.

- Autres Immobilisations financières

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Titres immobilisés	1	-
Prêts BSA Managers	-	41
Dépôts et cautionnement	13	13
Contrat de liquidité - Espèces	141	115
Total	155	170

Faisant suite à l'autorisation d'un programme de rachat d'actions par l'Assemblée Générale du 28 juillet 2010, la Société est devenue la seule contributrice au contrat de liquidité du titre confié à la société de bourse Oddo. Les mouvements opérés sur le marché dégagent en fin d'exercice un disponible de trésorerie de 141 k€.

Dans le cadre de la fidélisation de ses managers, la Société a accordé aux managers qui l'ont demandé un prêt au taux du marché pour l'acquisition de leur allocation de BSA Managers. La totalité des prêts a fait l'objet d'un remboursement sur l'exercice.

- Stocks et encours

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Stocks en valeur brute	36 900	37 334
Dépréciation	(8 664)	(6 491)
Stocks en valeur nette	28 236	30 843
Provision à l'ouverture - 1er avril 2016		6 491
Dotation de l'exercice		3 176
Provision consommée sur déstockage		1 003
Provision à la clôture - 31 mars 2017		8 664

- Créances clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Clients et comptes rattachés	15 390	10 796
Clients douteux	860	1 177
Provision Risques et Clients douteux	(880)	(1 215)
Total clients	15 370	10 758

L'encours de créances clients remises en affacturage est de 2.670 k€ au 31 mars 2017 contre 2.797 k€ au 31 mars 2016.

Les créances sur les filiales représentent 8.162 k€ dont 4.167 k€ non échues, traduisant une situation normale sans retard de paiement.

Le poste Clients comprend 6 k€ de créances représentées par des effets de commerce et des virements commerciaux à échéance.

- Autres créances

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Avoirs et ristournes à recevoir des fournisseurs	300	16
Fournisseurs débiteurs	78	64
Diverses créances	114	119
Editeurs Jeux exclusifs	13 172	7 142
Comptes courants filiales	12	12
Etat, TVA	2 841	2 883
Provision pour dépréciation	(43)	(43)
Sous total créances exploitation	16 474	10 193
Créances sur immobilisations cédées	-	-
Total autres créances	16 474	10 193

Le poste Editeurs Jeux Exclusifs représente les sommes versées par la société au titre des royalties (coût de développement des jeux). Chaque contrat signé avec un éditeur stipule le versement d'un minimum garanti représenté par une royauté unitaire et une quantité minimum de production. Lors de la production du jeu, un amortissement de ce minimum garanti est calculé, montant unitaire fixé après évaluation du potentiel de vente du produit. La société, par mesure de prudence, essaie d'accélérer l'amortissement des sommes versées, pour éviter de passer in fine en charges des contrats non soldés par des productions de jeux.

Le poste Editeurs Jeux exclusifs se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Jeux en cours de développement	9 977	-	9 977
Jeux commercialisés	10 513	7 318	3 195
Total	20 490	7 318	13 172

Le poste Etat, TVA comprend les crédits d'impôts (Recherche, Mécénat et CICE).

La créance de CICE comprend le solde du CICE 2014 pour 235 k€, le CICE 2016 pour 204 k€. La provision constatée au titre du 1er trimestre 2017 est de 77 k€. Compte tenu de l'intégration fiscale, les CICE des filiales sont intégrés à la créance d'impôt pour un montant de 124 k€. Le produit constaté sur l'exercice dans le compte de résultat s'élève à 216 k€. La créance totale de CICE s'élève à 639 k€. L'utilisation du CICE a été faite conformément à son objet d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise. Des actions ont été menées en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de transition écologique et énergétique.

La créance de CIR s'élève à 875 k€ correspondant à la période 2013 à 2016 et la provision du 1er trimestre 2017.

La créance de Mécénat s'élève à 515 k€.

- Etat des échéances des créances

En milliers d'euros	Montant brut	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans
Créances rattachées à des participations	1 600	300	1 300	-
Autres immobilisations financières	154	154	-	-
Créances clients	16 250	16 250	-	-
Personnel et comptes rattachés	22	22	-	-
Sécurité social et autres organismes	-	-	-	-
Etat et autres collectivités				
- Taxe sur la valeur ajoutée	753	753	-	-
- Autres impôts et taxes	2 088	2 088	-	-
Coûts de développement des jeux	13 172	13 172	-	-
Débiteurs divers	470	470	-	-
Groupe et associés	12	12	-	-
Charges constatées d'avance	1 014	1 014	-	-
Total	35 535	34 235	1 300	-

- Valeurs mobilières de placement- Actions propres

La société ne détient plus d'actions propres au 31 mars 2017, toutes celles détenues par la société ont été apportées au contrat de liquidité.

- Actions propres affectées au Contrat de liquidité

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Actions propres (valeur brute)	189	143
Dépréciation	(2)	-
Actions propres (valeur nette)	187	143

Le contrat de liquidité conforme à la Charte AMAFI avec l'animateur Oddo Corporate, fait intervenir la Société comme seule contributrice depuis le 01 décembre 2010.

Le contrat de liquidité comprend 31.445 actions pour une valeur brute de 189 k€ au 31 mars 2017, soit un prix de revient de 6.023 € l'action, la cotation moyenne sur le mois de mars 2017 est à 5.951 avec un cours de clôture de 6.07 €.

- Détail des charges constatées d'avance

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Frais généraux et marchandises	488	386
Crédit bail	29	73
Moules et prototypes	442	501
Frais de développement des jeux	42	255
Autres charges	13	14
Total	1 014	1 229

- Charges à répartir

Les frais relatifs à l'emprunt contracté en vue de l'acquisition de ModeLabs Group soit 340 k€ ont été comptabilisés en charges à répartir et sont amortis sur 5 ans soit la durée de l'emprunt en fonction de la rémunération courue, l'amortissement cumulé comptabilisé au 31 mars 2017 s'élève à 340 k€, les frais sont donc entièrement amortis.

- Capitaux propres- Capital social

Le capital social est composé de 18 222 539 actions d'une valeur nominale de 2 €. Au cours de l'exercice, les mouvements correspondent à l'exercice de 18 150 690 BSA entraînant la création de 1 809 162 actions, le capital social ayant été en conséquence augmenté de 3 618 k€.

- Primes d'émission et d'apports

Les mouvements constatés sont les suivants : Exercice de 18 150 690 BSA : + 3 618 k€.

- Réserves

Le profit de l'exercice clos le 31 mars 2016, soit 819.072 €, a été affecté conformément à l'Assemblée générale mixte du 22 juillet 2016, de la façon suivante :

Affectation du résultat

Bénéfice de l'exercice	819 072 EUR
Affectation à la réserve légale	434 EUR
Affectation au poste « Report à nouveau »	818 638 EUR
Report à nouveau créditeur antérieur	16 930 384 EUR
Nouveau report à nouveau créditeur	17 749 022 EUR

- Variation des capitaux propres

Capitaux propres au 31 mars 2015	95 734
Résultat net de l'exercice 2015-2016	819
Provisions réglementées	65
Exercice de BSA (Capital + Primes)	10
Capitaux propres au 31 mars 2016	96 628
Résultat net de l'exercice 2016-2017	3 317
Provisions réglementées	56
Exercice de BSA (Capital + Primes)	7 237
Capitaux propres au 31 mars 2017	107 241

- Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	01 / 04 / 2016	Dotations	Provisions utilisées	Provisions devenues sans objet	31 / 03 / 2017
Provisions pour perte de change	-	-	-	-	-
Provisions pour perte latente sur instruments dérivés	5 350	-	5 241	-	109
Provision pour contentieux Prop. Industrielle	530	-	-	-	530
Provision pour litiges sociaux	-	42	-	-	42
Provision pour indemnité retraite	266	-	-	43	223
Provision sur retour produits défectueux	469	509	469	-	509
Total	6 615	551	5 710	43	1 413

- Provision pour risque de change

Compte tenu de l'évolution sur la parité EUR / USD, les instruments dérivés de change présentent une moins-value latente de 109k€ qui a été intégralement provisionnée.

- Litige de propriété industrielle

Compte tenu des avis et des conseils de la société et de l'état des procédures en cours, la direction reste confiante dans sa capacité à résoudre ce litige sans perte financière. Néanmoins, une condamnation de 530 k€ pour concurrence déloyale ayant été prononcée à l'encontre de la société, une provision de ce montant a été constituée au 31/03/2015.

- Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit

En milliers d'euros	Mars 2017	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Mars 2016
LCL Natixis (Modelabs Group)	2 800	2 800	-	-	11 950
BPI France	700	-	455	245	-
Sous total	3 500	2 800	455	245	11 950
Concours bancaires courants	2 779	2 779	-	-	6 783
Financement factor GE Capital	324	324	-	-	-
Intérêts courus non échus sur emprunt	-	-	-	-	29
Total	6 603	5 903	455	245	18 762

Emprunt LCL Natixis :

cf. note 2.3.3 – Engagements Hors Bilan – Covenants bancaires

- Dettes d'exploitation

Toutes ces dettes sont à moins d'un an, le détail est le suivant :

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Dettes fournisseurs	14 910	12 034
Dettes sociales	1 481	1 489
Dettes fiscales	1 941	2 265
Total	18 332	15 788

- Autres dettes diverses

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Clients, remises de fin d'année à accorder	1 174	1 662
Clients créditeurs	795	1 255
Compte courant filiales	16 132	3 266
Dettes sur immobilisations	277	282
Total	18 378	6 465

La Société a conclu le 11 juin 2012 avec la société Bigben Connected une convention de trésorerie afin d'optimiser l'utilisation des excédents de trésorerie ou la couverture des besoins appréciés globalement au niveau du Groupe. Cette convention prévoit des avances entre les sociétés parties à la convention portant intérêts, en fonction de la devise concernée, à un taux annuel égal à Euribor 3 mois ou Libor USD 3 mois complété d'une marge de 1,00%.

- Etat des échéances des dettes

En milliers d'euros	Montant brut Mars 2017	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts bancaire	3 500	2 800	455	245
Fournisseurs et comptes rattachés	14 910	14 910	-	-
Personnel et comptes rattachés	604	604	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	877	877	-	-
Etat et autres collectivités				
- Impôt sur les sociétés	1 067	1 067	-	-
- Taxe sur la valeur ajoutée	624	624	-	-
- Autres impôts et taxes	250	250	-	-
Dettes sur immobilisations	277	277	-	-
Créditeurs divers	18 101	18 101	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Total	40 210	39 510	455	245

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan et du compte de résultat

Rubriques	Entreprises liées	Participations
Actif immobilisé		
Participations hors frais d'acquisition MDL Group	105 374	37
Créances rattachées à des participations	1 600	-
Actif circulant		
Créances clients et comptes rattachés	8 162	48
Autres créances	12	-
Dettes		
Fournisseurs et comptes rattachés	7 074	-
Autres dettes	16 132	-
Résultat financier		
Produits financiers	20	-
Dividendes reçus des filiales	1 883	-
Charges financières	63	-
Intégration fiscale		
Crédit d'impôt mécénat	295	-
CICE	124	-

- Détail des charges à payer

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Intérêts courus auprès des Banques	-	29
Fournisseurs, factures non parvenues	1 432	1 399
Dettes sociales	849	769
Jetons de Présence	48	56
Taxes assises sur salaires	51	48
Dettes fiscales	289	223
Clients, remises de fin d'année à accorder	1 174	1 662
Intérêts dettes diverses	12	10
Total	3 855	4 196

2.3.2 Informations relatives au compte de résultat

- Ventilation du chiffre d'affaires- Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
France	30 351	39 653
Exportations et livraisons intracommunautaires	43 658	40 882
Total	74 009	80 535

- Répartition du chiffre d'affaires sectoriel

En %	mars 2017	mars 2016
Audio	29,8 %	33,2 %
Gaming	62,4 %	59,6 %
Mobile	3,7 %	3,6 %
Prestations logistiques	4,1 %	3,6 %
Total	100 %	100 %

- Autres produits d'exploitation et reprises de provisions

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Reprise sur provisions d'exploitation		
- Stocks	1 004	1 473
- Actifs circulants	483	121
- Risques et charges	469	514
Sous-total	1 956	2 108
Produits divers d'exploitation		
- Transferts de charges	868	997
- Autres produits d'exploitation	609	254
Sous-total	1 477	1 251
Total	3 433	3 359

- Frais de Recherche & Développement

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Dépôts	390	508

Les frais de recherche & développement comportent l'intégralité des honoraires versés pour les études de faisabilité et les dépôts de brevets, marques et modèles relatifs aux produits développés par la société.

- Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Immobilisations incorporelles	144	169
Immobilisations corporelles	296	274
Charges à répartir	8	31
Stocks	3 177	2 685
Autres actifs circulants	105	175
Risques et charges	551	469
Total	4 281	3 803

- Résultat Financier

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Dividendes reçus des filiales	1 883	1 353
Gains / Pertes de change	(2 982)	(2 289)
Intérêts sur prêts versés aux filiales	(63)	(21)
Intérêts prêts reçus des filiales	20	22
Intérêts reçus	1	1
Provisions risque de change	-	126
Provisions pour perte latente sur instruments dérivés	5 241	1 855
Provisions ou reprises sur titres filiales	(300)	(700)
Provisions sur actions propres	(2)	11
Intérêts versés	(463)	(655)
Total	3 335	(297)

- Résultat exceptionnel**- Détails des produits et charges exceptionnels**

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Détail des charges exceptionnelles		
Mali sur actions propres	-	-
Amortissements dérogatoires	59	65
Dotations immobilisations corporelles	89	89
VNC des titres : Liquidation Newave	200	91
Autres charges exceptionnelles	26	7
Total	374	252
Détail des produits exceptionnels		
Cession des éléments d'actif immobilisé cédés	13	256
Boni sur actions propres	73	5
Reprises immobilisations corporelles	89	89
Reprise sur titres : Liquidation Newave	200	-
Autres produits exceptionnels	-	-
Total	375	350

- Résultat exceptionnel par nature

En milliers d'euros	mars 2017	mars 2016
Résultat sur cession actions propres	73	5
Plus value cession immobilisations corporelles	13	165
Amortissements dérogatoires	(59)	(65)
Autres	(26)	(7)
Total	1	98

- Impôts sur les bénéfices**- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices**

En milliers d'euros	Résultat courant	Résultat exceptionnel et participation	Divers	Total
Résultat avant impôt	582	1	2 735	3 318
Taux de droit commun 33,33 %	-	-	-	-
Résultat après impôt	582	1	2 735	3 318

Le poste Divers intègre le Crédit impôt Recherche pour 161 k€, le crédit d'impôt Mécénat pour 219 k€ et le produit d'intégration fiscale pour 2.354 k€.

- Situation fiscale différée et latente

Impôt dû sur :

Provisions réglementées	-
Charges déduites fiscalement non encore comptabilisées	-
Total accroissements	-

Impôt payé d'avance sur :

Charges non déductibles temporairement (année suivante) :	
Participation des salariés	-
Contribution sociale de solidarité	8
A déduire ultérieurement :	
Ecart de conversion passif	10
Provision risque de change	-
Jetons de présence	26
Réintégration Loyers Crédit Bail Immobilier	374
Dépréciation d'immobilisation	572
Provision pour retraite	74
Produits imposés fiscalement non encore comptabilisés	-

Total allègements 1.064
(au taux de droit commun 33,33 %)

Économie d'impôt future : 4.393
Déficits reportables en avant (impôt)

2.3.3 Autres informations

- Engagements hors bilan

- Garanties accordées

Engagements donnés	par	Bénéficiaire	mars 2017	mars 2016	Objet de l'engagement
Effets escomptés non échus	BBI SA	Banques d'exploitation	-	4	
Caution Sisvel (1)	BBI SA	Sisvel	-	132	Redevance Produit Audio
Caution bancaire (2)	BBI SA	Commerzbank AG	-	-	Concours CT à BBI GmbH
Garantie autonome (3)	BBI SA	Huawei Technologies France SASU	1 300	-	Contre garantie de BBC

(1) La caution Sisvel a été levée au cours de l'exercice.

(2) Garantie de découvert à la Commerzbank à hauteur de 305 k€. Le découvert au 31 mars 2017 est nul.

(3) Garantie donnée par BBI SA à la société Huawei pour la fourniture de biens et/ou de services à Bigben Connected

- Autres engagements donnés

Compte tenu de son activité, la société engage des négociations avec ses fournisseurs plusieurs mois avant le lancement des produits qui seront commercialisés.

- Crédits documentaires import

Au 31 mars 2017, aucun crédit documentaire import n'a été mis en place.

- Gestion du risque de change

La société est engagée au 31 mars 2017 dans un contrat de type « FX TARN ». Les TARNs sont des produits dérivés structurés complexes par lesquels le Groupe s'engage à acheter ou à vendre des USD selon un échéancier et à des taux définis à la signature du contrat. Le TARN est une stratégie visant à accumuler des USD à un cours amélioré par rapport aux cours comptant et à terme actuels en contrepartie d'une incertitude sur le montant total de USD potentiellement accumulés. En cas de variation importante du taux de change EUR / USD (respectivement à la hausse ou la baisse selon que la société achète ou vend des USD), l'exposition à l'achat ou à la vente peut être accrue et conduire à la comptabilisation de perte de change sur ces instruments.

Le tableau suivant présente les positions au 31 mars 2017 :

Type de contrat	Devise	Position	Statut	Date de souscription	Echéance	Nominal en USD (milliers)	Strike	Au 31 mars 2017, en milliers				
								Montant accumulé en USD	Montant levé en USD	Montant accumulé net des levées en USD	Montant maximal restant à accumuler en USD	Valeur mark to market en EURO
TARN	USD	Achat	Actif	mars 2017	nov 2018	19 999	1,15	444	-	444	1 777	-109
							1,11	-	-	-	17 334	-
											-109	

Valorisation :

La valeur "mark to market" de ces instruments financiers est de - 109 k€ au 31 mars 2017 contre -5 350 k€ au 31 mars 2016.

La perte latente sur instruments dérivés est comptabilisée en Provisions pour Risques et Charges.

Sensibilité :

Il a été procédé à des simulations de résultat de change en prenant en compte différentes hypothèses de cours EUR/USD : jusqu'à un cours supérieur ou égal à 1,12 USD pour 1 EUR, les engagements liés à cet instrument en place permettent à peine de couvrir un tiers des besoins d'achat annuels en USD, supprimant tout risque de surexposition.

- Gestion du risque de taux

Il n'existe plus de couverture de taux en place sur l'emprunt restant relatif à l'acquisition de Modelabs.

- Covenants bancaires

Modelabs

Afin de financer l'acquisition de Modelabs, Bigben Interactive a obtenu un prêt de 40M€, remboursable sur 5 ans. Au 31 mars 2017, le capital restant dû s'élevait à 2,8 M€, avec les covenants suivants :

Covenants	Norme	Statut
Ratio de Levier net (Endettement net / EBITDA)	≤ 3,00	Respecté
Ratio de Levier brut (Endettement brut / EBITDA)	≤ 3,50	Respecté
Ratio Endettement net (Cash flow net / Service de la dette)	> 1,00	Respecté
Ratio de Structure (Endettement net / Fonds propres)	≤ 1,00	Respecté

Tous les covenants sont respectés au 31 mars 2017. En conséquence, la dette financière est positionnée conformément à ses échéances de paiement en court terme.

A noter que, suite à la vente de la participation minoritaire dans la société Modelabs Mobiles, la Société a été en mesure de revoir auprès de son pool bancaire la structure de son endettement avec l'extension du plan d'amortissement du crédit d'acquisition de Modelabs Group au 30 septembre 2017.

- Engagements de crédit-bail au 31 mars 2017

En milliers d'euros	Constructions	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur des contrats	12 500	1 146	181	13 827
Valeur origine	11 104	1 107	177	12 388
Amortissements				
Cumuls antérieurs	2 055	229	8	2 292
Exercice en cours	544	135	41	720
Valeur nette	8 505	743	128	9 376
Redevances payées				
Cumuls antérieurs	4 860	421	13	5 294
Exercice en cours	1 022	233	56	1 311
Redevances à payer				
< 1 an	1 025	233	58	1 316
de 1 à 5 ans	4 076	259	54	4 389
> 5 ans	1 517	-	-	1 517
Total	6 618	492	112	7 222
Valeur résiduelle	-	11	2	13
Montant charges	1 022	231	53	1 306

- Actions gratuites**- Plan d'Actions gratuites**

Les plans d'actions gratuites 2008, 2010 et 2011 sont achevés (actions attribuées).

Comme susmentionné au paragraphe 2.1.3, le Conseil d'administration du 31 août 2016 a attribué 155.700 Actions Gratuites aux membres du personnel salariés et aux mandataires sociaux des entités du Groupe. L'acquisition définitive au bout d'un an est liée à une condition de présence continue et à une condition de performance liée à l'obtention d'un niveau prédéterminé de résultat opérationnel courant. Les conditions de performance du plan d'actions gratuites AGA2016 ont été remplies au 31 mars 2017 par toutes les entités du Groupe. L'attribution définitive des actions gratuites aux salariés aura lieu le 31 août 2017 sous condition de présence des salariés. Le chiffre de 145 500 actions, calculé à partir de l'effectif présent au 31 mars 2017, représente donc le nombre maximum d'actions attribuables au 31 août 2017.

Date de l'assemblée générale	22 / 07 / 2016
Nombre d'actions gratuites initialement attribuées	155 700
Nombre d'actions définitivement attribuées	N/a
Nombre d'actions potentiellement attribuables au 31 mars 2017	145 500
Date d'attribution des actions gratuites	31 / 08 / 2016
Fin de la période d'acquisition	31 / 08 / 2017
Fin de la période de conservation	31 / 08 / 2019

- Rémunérations des dirigeants et mandataires sociaux

- Rémunération du Comité de Direction

Les rémunérations totales brutes versées à l'ensemble des membres du Comité de Direction de la société se sont élevées au titre de l'exercice 2016/2017 à 765 k€ contre 711 k€ en 2015/2016. Les engagements de retraite au profit des membres du Comité de Direction de la société s'élève à 80 K€ au 31 mars 2017, contre 88 K€ au 31 mars 2016.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction au titre de leurs fonctions de mandataire social

En milliers d'euros	Avantages à court terme	PIDR (1)	Paiements fondés en actions	Indemnité de fin de contrat de travail	Régime spécifique de retraite complémentaire
au 31 mars 2016	372				
au 31 mars 2017	379				

- Transactions avec des parties liées – Règlement ANC 2010.02

Il est indiqué qu'aucune transaction avec des parties liées n'est à mentionner dans l'annexe sociale car ces dernières sont :

- soit conclues avec des filiales détenues à 100%
- soit conclues à des conditions normales de marché
- soit considérées non significatives

- Effectif moyen de la période

Personnel salarié	mars 2017	mars 2016
Cadres	54	47
Agents de maîtrise	20	24
Employés	87	84
Total	161	155

- Compte Personnel de Formation (CPF)

Le CPF (Compte Personnel de Formation) n'est plus géré par la société à compter du 1er Janvier 2015. Celui-ci est administré par la Caisse des Dépôts et Consi-gurations pour lequel chaque salarié dispose d'un compte personnel.

Les formations sont maintenant prises en charge directement par les OPCA, une cotisation de 0.2% étant versée par l'entreprise.

- Convention d'intégration fiscale

Les sociétés intégrées sont les suivantes :

Sociétés	% détenu par la mère (au sens fiscal)	Date d'entrée dans le Groupe	
BIGBEN INTERACTIVE SA	N/A	01 / 04 / 1999	Mère
GAME'S.FR SAS	100 %	01 / 04 / 1999	Fille
MODELABS GROUP SA	100 %	01 / 01 / 2012	Fille
BIGBEN CONNECTED SAS	100 %	01 / 01 / 2012	Fille

L'ancien groupe fiscal constitué par Modelabs Group et Bigben Connected S.A.S. (ex-Modelabs SA) a rejoint le périmètre d'intégration fiscale de Bigben Interactive au 1er janvier 2012 en optant pour une imputation des déficits reportables sur une base élargie.

Au 31 mars 2017, la totalité du déficit fiscal du sous-groupe constitué de Modelabs Group et Bigben Connected a été récupérée dans l'intégration fiscale de Bigben Interactive, la société tête de groupe.

Tableau des filiales et participations

En milliers d'euros	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis	Montant cautions et avals donnés pour la société	Montant du CA hors taxe du dernier exercice	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice)	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
Filiales (détenues à + de 50 %)										
GAME'S.FR SAS	1 000	251	100 %	2 849	1 249	-	-	3 000	(280)	-
BIGBEN INTERACTIVE BELGIQUE SA	300	1 102	100 %	2 897	2 897	-	-	12 347	286	-
BIGBEN INTERACTIVE HK Ltd - Hong Kong	241	4 925	100 %	269	269	-	-	53 277	2 687	1 883
BIGBEN INTERACTIVE GmbH - Allemagne	500	(1 379)	100 %	500	500	1 600	305	15 327	407	-
MODELABS GROUP	2 312	20 230	99,34 %	98 989	77 489	-	-	-	38	-
BIGBEN INTERACTIVE ESPAGNE	100	260	100 %	100	100	12	-	5 964	200	-
BIGBEN INTERACTIVE ITALIE	100	393	100 %	100	100	-	-	5 204	246	-
Participation (détenues entre 25 et 50 %)										
BIGBEN INTERACTIVE US	94	-	50 %	37	37	-	-	60	(41)	-

7.3.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2016/2017

Exercice clos le 31 mars 2017

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2017, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Bigben Interactive S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.



2. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement économique encore incertain qui rend difficile l'appréhension de la réalisation des prévisions. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le paragraphe 2.2.5 « Immobilisations financières » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des titres de participation, valorisation réalisée sur la base d'une approche impliquant des estimations. Ces estimations sont fondées sur des prévisions présentant par nature un caractère incertain quant à leur réalisation, ces réalisations différant, parfois de manière significative, des prévisions.

Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et les informations fournies dans les paragraphes 2.2.5 « Immobilisations financières » et la note « Titres de participations » du paragraphe 2.3.1 de l'annexe et à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues par la direction.

- Votre société comptabilise des dépréciations sur stock de marchandises, tel que décrit dans le paragraphe 2.2.6 « Stocks et encours » et dans la note « Stocks et encours » du paragraphe 2.3.1 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs de capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Marcq en Baroeul, le 7 juin 2017

Roubaix, le 7 juin 2017

KPMG Audit IS
Département de KPMG SA

Fiduciaire Métropole Audit

Christian DE BRIANSON
Associé

Arnaud BIRLOUEZ
Associé